

UNICE

Économie nouvelle, économie renouvelée
une Europe dynamique en chantier

Le rapport d'étalonnage de l'UNICE 2001

UNICE

Économie nouvelle, économie renouvelée
une Europe dynamique en chantier

Le rapport d'étalonnage de l'UNICE 2001

Table des matières

Avant-propos	5
Introduction	6
Chapitre 1 L'émergence de la nouvelle économie	8
• Les États-Unis toujours en tête	
• La nouvelle économie tirée par les technologies de l'information et des communications	
Chapitre 2 Les nouvelles technologies métamorphosent l'économie	13
• Les marchés et les entreprises se réorganisent	
• Les individus gagnent en maîtrise	
• Les gouvernements peuvent améliorer leur efficacité	
Chapitre 3 Des politiques pour réaliser pleinement tout le potentiel de la nouvelle économie	22
• Stimuler la naissance et la diffusion des idées nouvelles	
• Mettre en place des infrastructures favorables	
• Assurer une meilleure acceptation par les consommateurs	
• Améliorer les marchés du travail	
• Intégrer les marchés de capitaux	
• Valoriser le risque et l'effort	
Conclusions	45
Annexes	46
• Liste des indicateurs, cartouches et acronymes	
• Le groupe "Compétitivité" de l'UNICE	

Avant-propos

Le présent rapport est le quatrième de l'UNICE en matière d'étalonnage. Revenant sur les grands thèmes des rapports précédents "Compétitivité" (1998), "Esprit d'entreprise" (1999) et "Innovation" (2000), il se concentre sur la "l'économie renouvelée" et souligne notamment l'importance des innovations et de l'esprit d'entreprise pour la compétitivité dans la nouvelle économie.

Cette "nouvelle" économie signifie bien plus que la génération de nouvelles technologies comme celles de l'information et des télécommunications (TIC). Elle inclut la diffusion et l'adoption les plus étendues de ces technologies, l'émergence de compétences nouvelles parmi la main-d'œuvre et le recours à des formes nouvelles d'organisation du travail. Le rapport conclut que la nouvelle économie offre à l'Europe une occasion unique d'améliorer ses niveaux de vie, d'augmenter l'emploi et d'accélérer la croissance.

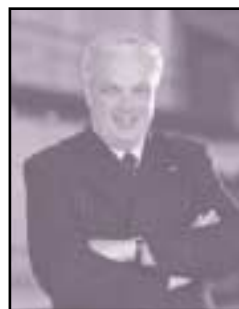
Les bonnes et mauvaises fortunes boursières des nouvelles sociétés "dotcom" font les grands titres chaque semaine, et pourtant la nouvelle économie s'infiltré de plus en plus profondément dans l'ancienne. Les nouvelles technologies exerceront un impact durable sur l'ensemble de notre économie, même si l'enthousiasme initial, devant les caractéristiques les plus visibles de la "nouvelle économie", s'estompe.

Lors du sommet de l'Union européenne de mars 2000, à Lisbonne, les gouvernements se sont engagés à édifier une économie de la connaissance compétitive et dynamique, par des mesures visant à favoriser le développement de la société de l'information, intensifier la recherche et développement, stimuler la croissance des petites et moyennes entreprises novatrices et créer des emplois. Les conclusions de Lisbonne marquent un

premier pas sur la voie d'une plus grande compétitivité de l'Europe dans la nouvelle économie, mais la route est encore longue.

Des mesures doivent être prises, aux niveaux européen et national, pour mettre en place un marché unique propice à l'esprit d'entreprise et aux innovations, un marché financier unique et des infrastructures TIC de première qualité. La nouvelle économie est née aux États-Unis, mais ce pays n'est pas l'unique repère en la matière. Le rapport montre en effet que plusieurs pays européens ont progressé, acquérant une expérience dont peuvent profiter d'autres pays, notamment en vue de concilier l'évolution de l'économie et la cohésion sociale.

Le sommet de Stockholm, en mars 2001, offre aux chefs d'État et de gouvernement une première occasion de faire le point des progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations de Lisbonne, afin d'en maintenir la dynamique et l'orientation. Pour que les conclusions de Lisbonne gardent leur crédibilité, les objectifs que se sont fixés les États membres doivent être atteints, comme promis. Gouvernements, entreprises et citoyens ont tous intérêt à y parvenir.



Georges Jacobs
Président

L'objectif stratégique de l'Union pour la décennie à venir est de "devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale".

Conclusions de la présidence, sommet de Lisbonne, mars 2000

"... lorsque la technologie redessine la société, ce remodelage ne résulte pas d'une invention unique, mais d'une multitude d'inventions complémentaires, qui n'ont absolument pas été anticipées..."

Herbert A. Simon, *The Steam Engine and the Computer: What makes Technology Revolutionary*, 1987
[Traduction libre]

Introduction

L'expression "nouvelle économie" est souvent utilisée pour résumer les remarquables performances de l'économie nord-américaine ces dernières années: taux de croissance toujours élevés, forte croissance de la productivité, augmentation de l'emploi et inflation stable et basse. Pourtant, cette expression recouvre des perceptions qui diffèrent d'une personne à l'autre.

Dans le présent rapport, elle signifiera non seulement l'émergence des nouvelles technologies de l'information et des communications, symbolisée par la Silicon Valley, mais également le recours accru à ces technologies dans "l'ancienne" économie. Ce dernier aspect offre en effet aux citoyens, aux entreprises et aux gouvernements la possibilité de faire des choses nouvelles, certes, mais aussi de continuer à faire certaines choses par des moyens nouveaux, améliorés. C'est la dissémination d'une multitude d'inventions dans l'ensemble de l'économie.

La nouvelle économie se fonde sur des technologies d'usage général - la puce à mémoire, l'ordinateur, Internet, le téléphone mobile - qui ont sensiblement réduit les coûts de stockage, de traitement et de communication des informations. Alimentées par la déréglementation et la mondialisation, ces technologies transforment le travail ou le fonctionnement des marchés, des entreprises et des citoyens, amenant de nouvelles stratégies d'entreprises et des modes d'organisation inédits - en bref, un renouvellement de toute l'économie.

Ces changements seront peut-être assez profonds pour engendrer une troisième révolution industrielle. Comme la première (la vapeur) et la deuxième (l'électricité), la troisième (l'intelligence artificielle et la "mort des

distances") métamorphosera l'industrie et l'économie. Cette transformation prendra du temps. Imprévisible, elle aura de larges répercussions et ramifications pour la société.

Les gouvernements d'aujourd'hui ne peuvent pas plus que leurs prédécesseurs, il y a deux cents ans, prévoir quand, comment et où. En revanche, ils peuvent mettre en place les conditions cadres nécessaires qui permettront l'épanouissement de l'ingéniosité humaine et la dissémination, dans toute l'économie, des possibilités offertes par les nouvelles technologies, au sein d'un modèle social européen modernisé. C'est là le défi qu'ont accepté de relever les gouvernements d'Europe réunis à Lisbonne.

L'enjeu est considérable. Les changements sont plus rapides qu'auparavant, ce qui augmente les risques en conséquence. Les entreprises plus lentes que leurs concurrentes à adopter les nouvelles technologies seront appelées à disparaître. Les sociétés qui ne s'adaptent pas aux nouvelles technologies aussi rapidement que les autres connaîtront une baisse de leurs niveaux de vie relatifs et une hausse du chômage.

Si l'Europe veut rattraper les États-Unis et leur faire concurrence, les gouvernements doivent inciter plus fermement les entreprises et citoyens à innover, à adopter et adapter les innovations de tiers. Les entrepreneurs doivent être mieux récompensés d'avoir pris des risques; les salariés doivent être davantage motivés pour revaloriser constamment leurs connaissances et compétences; les organisations publiques et privées doivent être à la fois désireuses et capables d'adapter leurs stratégies et structures à l'évolution des conditions et aux possibilités nouvelles.

Le présent rapport compare et confronte la diffusion des nouvelles technologies en Europe, aux États-Unis et au Japon. Il conclut que pour devenir une économie de la connaissance dynamique et compétitive, l'Europe a besoin de plusieurs choses.

1. Un esprit d'entreprise plus énergique

- Les gouvernements doivent reconnaître l'esprit d'entreprise comme la clef de la croissance. La création - et la destruction - d'entreprises véhiculent le progrès technique.
- Les frais de démarrage des nouvelles entreprises doivent être compétitifs, les réglementations simples et efficaces par rapport à leur coût.
- La société doit récompenser la réussite de l'entrepreneur et voir dans un échec éventuel l'occasion de retirer un enseignement. Plus élevé est le risque, plus grande doit être la récompense.
- Les gouvernements doivent montrer l'exemple, en fournissant des services publics par voie électronique.

2. Un environnement plus concurrentiel

- Les marchés du travail doivent être suffisamment flexibles pour que les entreprises puissent trouver les compétences dont elles ont besoin, au bon moment et à des prix compétitifs, ainsi qu'adapter leur organisation du travail à l'évolution des conditions.
- Les marchés de capitaux doivent être suffisamment étendus, diversifiés et concurrentiels pour offrir aux entreprises des options de financement attractives.
- Les marchés de tous les produits et services, y compris les services d'utilité publique, devraient être suffisamment flexibles pour encourager l'entrée de nouveaux concurrents et l'introduction de nouveaux moyens de concurrence, et pour faciliter la sortie des entreprises non performantes.
- Les législations nouvelles doivent favoriser le commerce électronique et offrir aux acheteurs et vendeurs un mécanisme de règlement des différends efficace par rapport à son coût: le citoyen doit être protégé dans la société de l'information, par des communications et bases de données sécurisées, qui préservent l'intégrité de la personne.

3. Des infrastructures de la connaissance de la plus haute qualité

- Les systèmes d'enseignement et de formation doivent doter les individus de connaissances et qualifications tout au long de leur vie professionnelle.
- Les institutions de recherche et développement, privées comme publiques, ainsi que les chercheurs, doivent être incités fermement à poursuivre et commercialiser de nouveaux savoirs.
- Les infrastructures doivent être déréglementées et exposées à la concurrence.
- L'accès aux services à large bande passante doit être efficace et d'un coût abordable, dans toute l'Union européenne.

4. Une société plus ouverte au changement

- Les gouvernements et les entreprises doivent mettre en œuvre des politiques qui améliorent l'aptitude à l'emploi, afin que chacun puisse s'adapter aux changements qu'implique le progrès technique.
- Les gouvernements doivent encourager les individus et les organisations à expérimenter les nouvelles technologies, ainsi que les nouveaux produits et services.
- La sécurité sociale doit prendre une forme qui incite les individus à s'adapter au changement, et non à y résister.
- Les individus doivent être plus souples: dans un environnement qui évolue, la capacité d'adaptation est le seul véritable filet de sécurité de chacun.



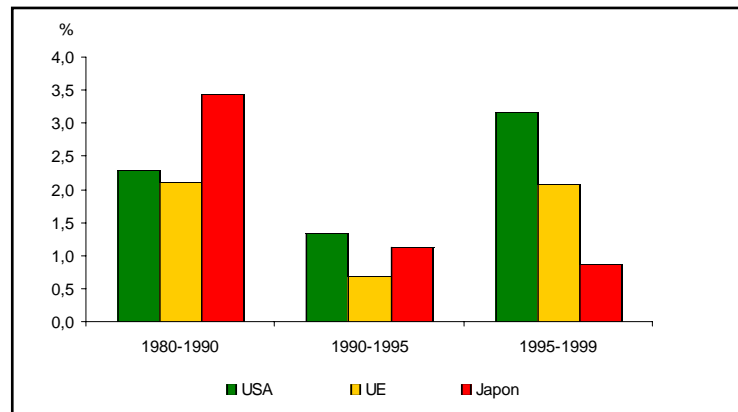
Per Magnus Wijkman
Président,
groupe "Compétitivité"

Chapitre 1 - L'émergence de la "nouvelle économie"

■ Les États-Unis toujours en tête

Depuis 1991, l'économie américaine connaît l'une des plus longues périodes de croissance soutenue, dans ses niveaux de vie et d'emploi, de son histoire, ainsi qu'une accélération de sa croissance économique depuis 1995. Le récent ralentissement n'amoindrit en rien les profonds changements intervenus dans l'économie. La naissance et la diffusion des nouvelles technologies de l'information et des télécommunications (TIC), avec les ajustements structurels qui y sont liés, ont apporté des améliorations majeures en termes de productivité, de production et d'emploi, et ce sans inflation. De l'avis de beaucoup, cette combinaison est à la source d'un nouveau paradigme économique.

Indicateur 1: croissance annuelle du PIB réel per capita depuis 1980

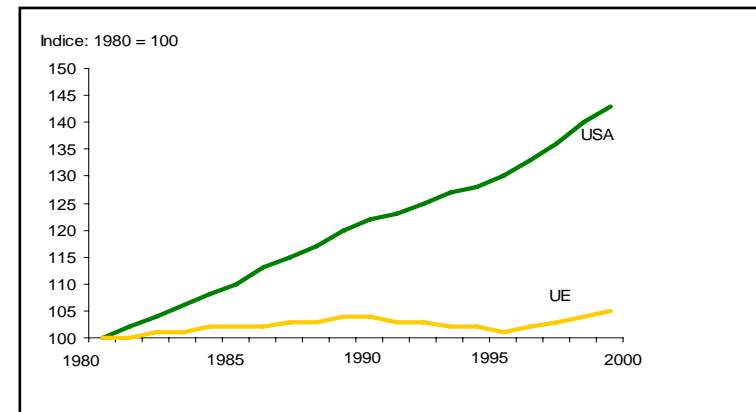


Source: OCDE, perspectives économiques 2000.

Depuis 1995, les niveaux de vie se sont élevés plus rapidement aux États-Unis qu'au sein de l'Union européenne ou au Japon. La croissance est entraînée par le secteur américain des entreprises, dont la production a augmenté, à la fin des années 1990, à un rythme beaucoup plus rapide qu'au début de la décennie et au cours des années 1980. Le taux de croissance du secteur européen des entreprises est resté en-deçà du taux américain, ne retrouvant les niveaux des années 1980 qu'à la fin des années 1990.

Aux États-Unis, le pourcentage de la population qui travaille est plus élevé et, en moyenne, chaque personne travaille un plus grand nombre d'heures, pour une production horaire plus élevée. Les habitants des États-Unis bénéficient ainsi d'un pouvoir d'achat supérieur de 50 % à celui des habitants de l'Union européenne.

Indicateur 2: croissance de l'emploi dans le secteur des entreprises

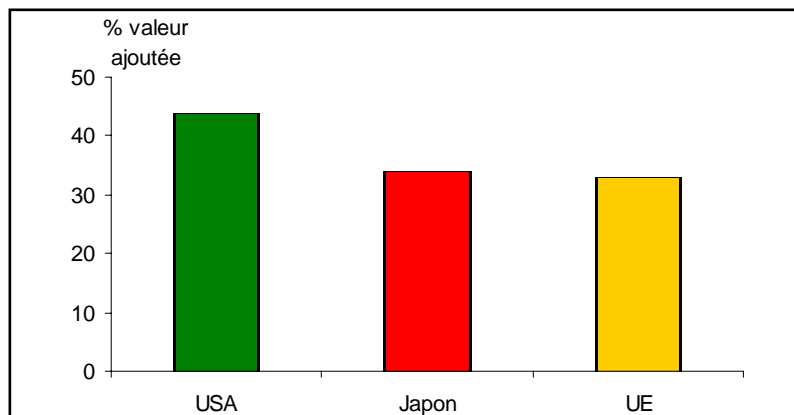


Source: OCDE, 2000.

Sur les deux dernières décennies, l'emploi total a suivi une croissance deux fois plus rapide aux États-Unis qu'au sein de l'Union européenne, ce qui s'explique par la création d'emplois dans le secteur américain des entreprises. Le niveau d'emploi dans ce secteur a augmenté de plus de 40 % en vingt ans, contre seulement 5 % en Europe. Des facteurs démographiques, liés à une croissance plus rapide de la population, ont également joué un rôle dans cette croissance.

Bien que le chômage ait diminué dans l'UE depuis 1998, le taux d'emploi n'a pas augmenté, et la population vieillit. Cela impose une lourde charge à la population active qui doit financer les régimes de protection sociale pour les non-actifs: la viabilité de ces régimes est menacée.

Indicateur 3: part des secteurs à forte intensité de savoir dans la valeur ajoutée totale, fin des années 1990



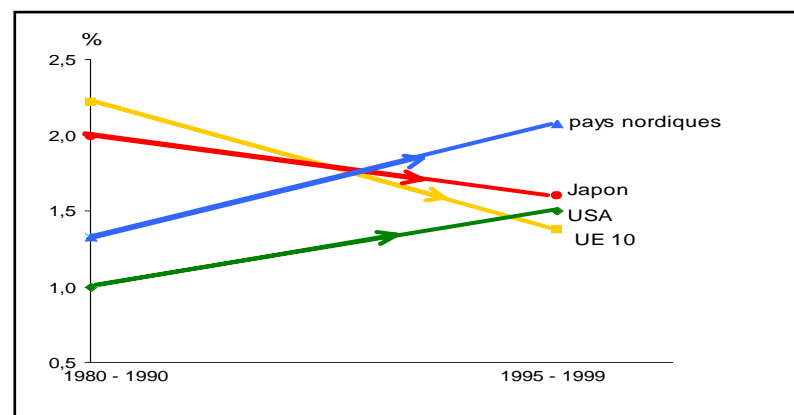
Source: OCDE, perspectives de la science, de la technologie et de l'industrie 2000.

Note: La définition de la "forte intensité de savoir" que donne l'OCDE inclut les éléments suivants: technologie de pointe, moyenne à haute technologie, services de communication, services financiers, assurances et autres services aux entreprises, services à la communauté, sociaux et aux personnes.

L'un des facteurs qui explique la croissance plus rapide des revenus per capita aux États-Unis est la proportion croissante, dans le PIB total, de la production à forte intensité de savoir. Les secteurs concernés comptent aujourd'hui pour 44 % du PIB aux États-Unis, contre 33 % au sein de l'Union européenne.

Le passage à une production à valeur élevée, fondée sur le savoir, est illustré par l'importance croissante des entreprises de TIC. En 1997, par exemple, sur les 25 entreprises les plus cotées au monde, seules cinq opéraient dans les TIC. En 2000, elles étaient quinze, dont sept américaines, quatre européennes et trois japonaises.

Indicateur 4: évolution de la croissance de la productivité totale des facteurs



Source: OCDE, 2000.

Note: Les pays nordiques comprennent le Danemark, la Finlande, la Norvège et la Suède.

Le rythme plus rapide de la croissance de l'économie américaine s'explique également par le recours à des méthodes de production plus performantes, qui conduit à une croissance plus rapide de la productivité totale des facteurs (c'est-à-dire la croissance attribuable à une meilleure utilisation des réserves existantes de capitaux et de main-d'œuvre). La croissance de la productivité totale des facteurs est passée, aux États-Unis, de 1,1 % par an durant les années 1980 à 1,6 % depuis 1995. Dans le même temps, l'inflation a diminué de 5,5 % à 2,5 %.

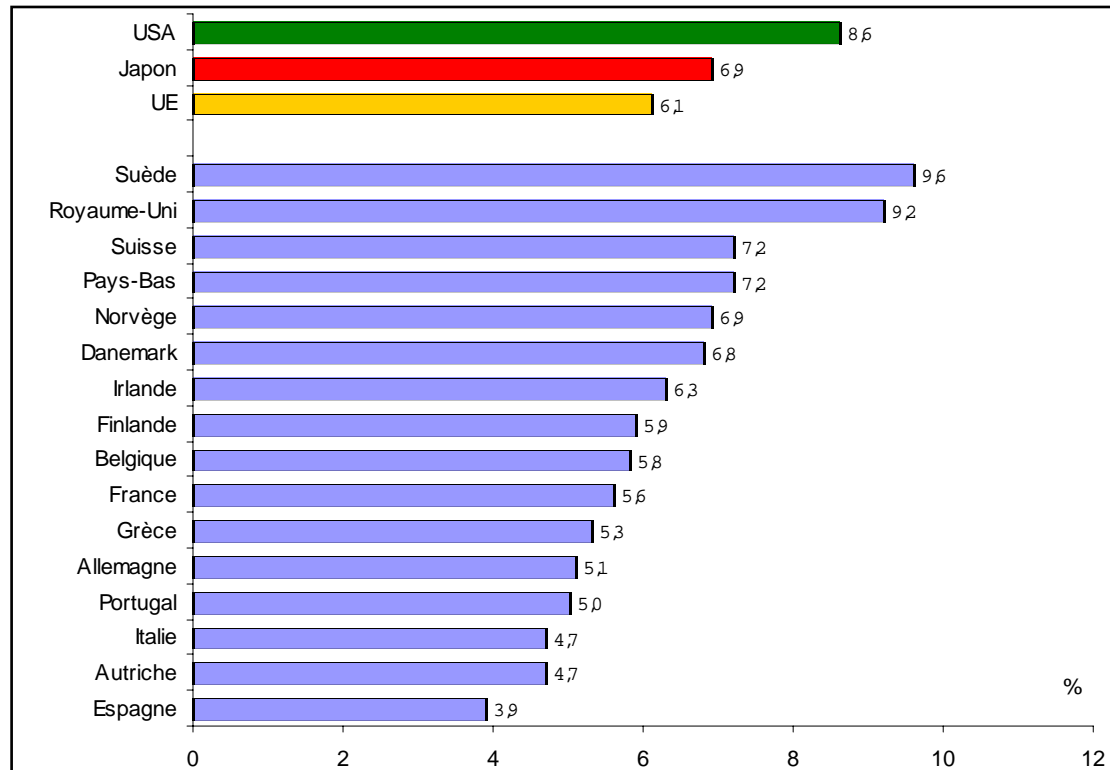
Au Japon et dans la plupart des États membres de l'Union européenne, l'image est différente depuis quelques années. En réalité, la croissance de la productivité totale des facteurs a ralenti, et non l'inverse. Jusqu'ici, les réformes structurelles sont insuffisantes pour permettre aux nouvelles technologies de rapprocher la croissance de la productivité totale des facteurs en Europe du niveau des États-Unis.

Les pays nordiques (Danemark, Finlande, Norvège et Suède) sont l'exception. Petites économies ouvertes, ces pays ont rapidement déréglementé certains marchés clés, et plus particulièrement les infrastructures TIC, et tiré parti des possibilités offertes par les nouvelles technologies. Ils ont réussi à gérer des augmentations très rapides de la productivité totale des facteurs, tout en limitant l'inflation. Grâce à ces pays, la "nouvelle" économie fait son apparition en Europe.

■ La “nouvelle économie” tirée par les technologies de l'information et des communications

Les nouvelles technologies de l'information et des communications exercent un triple impact. Premièrement, les TIC forment une industrie à forte valeur ajoutée, qui produit de nouveaux biens et services et crée richesses et emplois. Deuxièmement, la production de cette industrie intègre une technologie d'usage général susceptible de servir d'intrant dans la plupart des autres industries. L'investissement dans les TIC fournit aux travailleurs plus de capitaux, et les rend plus productifs. Enfin, les TIC transforment les méthodes de travail, les structures organisationnelles et les stratégies d'entreprises, relevant ainsi la productivité de tous les facteurs de production.

Indicateur 5: dépenses totales de TIC en % du PIB (1999)

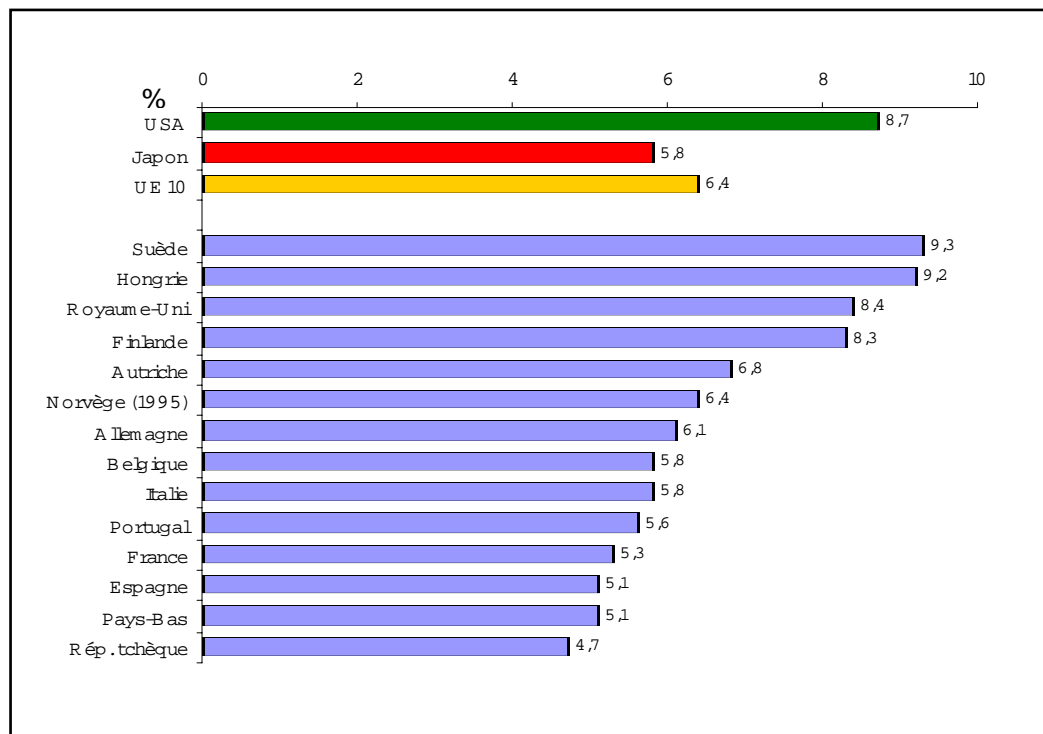


Source: IDC "Digital Planet".

Les investissements dans le matériel TIC, les logiciels et les communications contribuent à l'accroissement de la productivité dans l'ensemble de l'économie.

En 1999, par exemple, les dépenses consacrées à des investissements dans les TIC équivalaient à 8,6 % du PIB aux États-Unis, mais à 6,1 % seulement en Europe. Sur une base annuelle, les dépenses de l'UE dans les TIC représentent uniquement trois quarts du niveau des États-Unis. Seuls la Suède et le Royaume-Uni dépassaient les niveaux américains en 1999.

Indicateur 6: part de la valeur ajoutée par les TIC dans la totalité du secteur des entreprises (en %, 1997)



Source: OCDE, 2000 (CEOE pour l'Espagne).

Note: L'Espagne n'est pas comprise dans "UE 10".

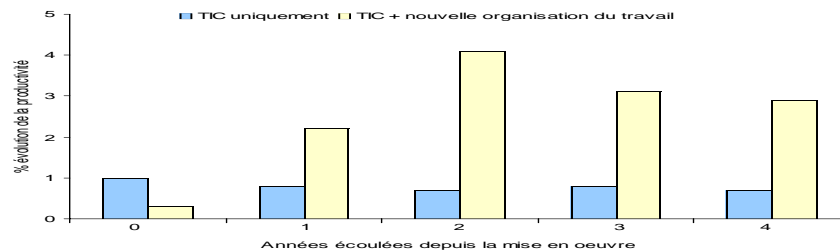
Les industries des TIC (matériel informatique, logiciels et télécommunications) sont une composante majeure de la croissance du secteur des entreprises aux États-Unis. Ainsi, en 1997, leur part dans la valeur ajoutée totale y atteignait près de 9 %, contre 6 % dans l'Union européenne - bien que quelques pays européens atteignent une proportion similaire (notamment la Suède, la Hongrie, le Royaume-Uni et la Finlande).

En outre, les industries des TIC comptent pour plus de 40 % dans l'accélération de la croissance de la productivité aux États-Unis, et ce depuis 1995. Elles représentent l'un des principaux moteurs de la croissance économique de ce pays, ainsi que dans les pays nordiques.

Cartouche 1: TIC et nouvelles structures organisationnelles

Les avantages des investissements dans les nouvelles technologies de l'information et des communications ne peuvent être pleinement retirés que si les entreprises adoptent par ailleurs de nouveaux modes de fonctionnement, de nouvelles structures organisationnelles et de nouvelles stratégies d'entreprises. A défaut, les TIC restent un jouet plutôt qu'un outil.

Gains de productivité apportés par les TIC avec et sans adaptations organisationnelles



Source: Commission européenne, 2000, sur la base d'une étude danoise de 1996 portant sur 1.000 entreprises manufacturières.

Selon une étude portant sur 1.000 entreprises manufacturières danoises, les gains de productivité dans les entreprises qui instaurent de nouveaux mécanismes de travail parallèlement aux TIC sont quatre à cinq fois plus importants que ceux réalisés par les entreprises qui introduisent les TIC seules.

Une autre étude (Brynjolfsson & Hitt, "Paradox lost? Firm-level evidence of high returns to Information System Spending", MIT Sloan school, 1994) révèle que les plus grands gains de productivité apportés par l'informatique ont été observés dans les entreprises nord-américaines qui ont associé les investissements informatiques à des changements dans la structure de l'organisation. Une étude norvégienne (Sitma & Econ, Norwegian Research Council, 2000) montre également que le rendement sur fonds propres est environ moitié plus élevé dans les entreprises ayant également mis en place une stratégie TIC globale, intégrant une nouvelle logistique de production et de distribution.

- L'on attribue aux TIC une bonne partie des récentes améliorations de la croissance économique aux Etats-Unis. Une évolution similaire s'observe dans certaines régions du nord de l'Europe.
- La nouvelle économie se caractérise par une production accrue dans les nouvelles industries de matériel et logiciels informatiques et dans les télécommunications, par l'utilisation de ces extrants comme intrants dans les industries existantes et par la réorganisation, au niveau de l'entreprise, des structures de travail et des stratégies d'entreprises.
- L'impact macro-économique le plus important des TIC peut être observé dans les pays où chacune de ces trois caractéristiques est nettement marquée.

Chapitre 2 - Les nouvelles technologies métamorphosent l'économie

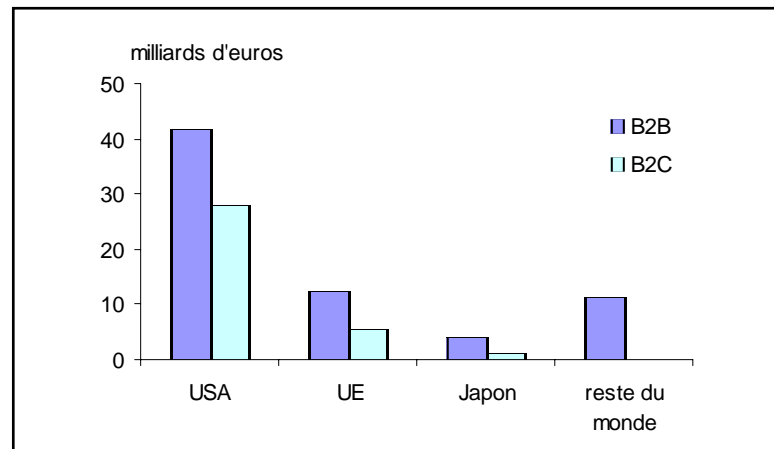
Les TIC apportent des améliorations aux marchés, étendent la sphère d'influence des entreprises dans le monde et offrent au consommateur un plus grand pouvoir de marché. La concurrence plus vive dans le monde transmet les avantages des innovations plus rapidement au consommateur, grâce à des prix plus bas, et au salarié, par une augmentation de ses revenus. La déréglementation des marchés, la mondialisation croissante et la restructuration des entreprises sont en train de métamorphoser l'environnement des entreprises et la société tout entière.

Dans cette transformation structurelle, la plupart des États membres de l'UE sont en retard sur les États-Unis. Si, dans certains pays d'Europe, les entreprises, les ménages et les gouvernements se sont adaptés rapidement à la nouvelle donne, pour nombre d'autres le chemin est encore long.

■ Les marchés et les entreprises se réorganisent

Les marchés évoluent. A ce jour, les changements les plus sensibles touchent les opérations d'entreprise à entreprise ("B2B") et d'entreprise à consommateur ("B2C"). Des sites web ont été créés également pour les activités de consommateur à consommateur. Les gouvernements, en revanche, sont lents à établir des relations électroniques avec les entreprises ou les particuliers.

Indicateur 7: *commerce électronique dans les grandes régions, 1999*



Source: Booz-Allen & Hamilton, 2000.

Note: Les données pour le reste du monde combinent B2B et B2C.

"Pour retirer pleinement tous les avantages de l'innovation, il faudra réorganiser en profondeur les sociétés, l'industrie et les marchés."

Thomas Andersson, "Is there a new economy and has Europe joined it ?", OCDE, mai 2000
[Traduction libre]

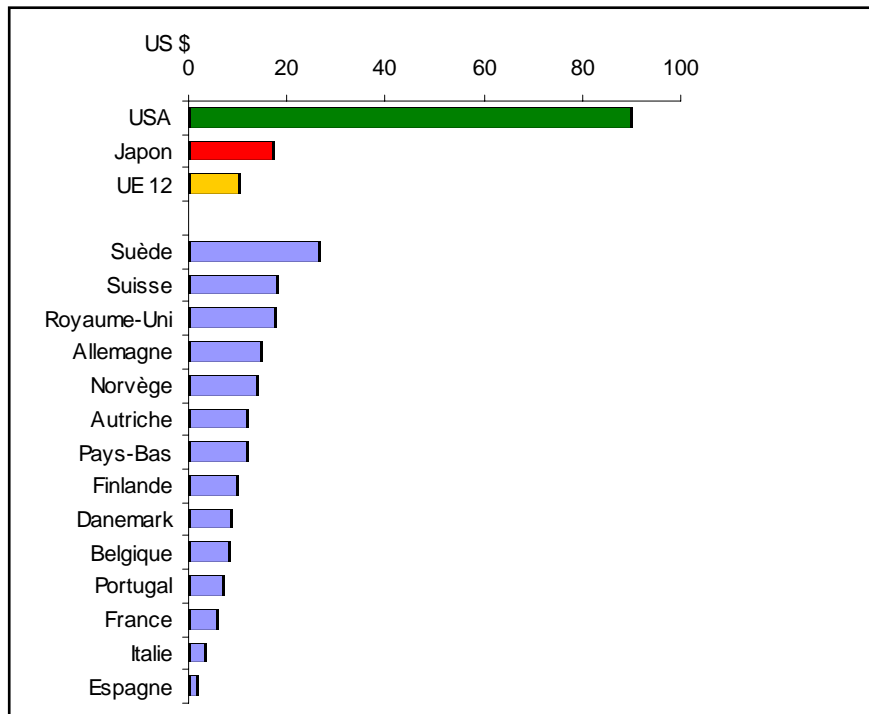
La valeur du commerce électronique mondial (B2B et B2C) est estimée, pour 1999, à 100 milliards d'euros. Même si cela ne représente qu'une très petite proportion de l'économie mondiale, le commerce électronique se développe rapidement. Tout compris, le commerce électronique aux États-Unis représente moins de 1 % du commerce de détail. Les États-Unis réalisent deux tiers du total des ventes électroniques, ce qui reflète leur rôle de pionniers du commerce électronique.

Les transactions d'entreprise à entreprise (B2B) comptent pour environ deux tiers du total, et représentent une proportion relativement plus grande des marchés en ligne de l'UE et du Japon. Les transactions d'entreprise à consommateur (B2C) représentent une bien plus grande proportion du commerce électronique aux États-Unis qu'au sein de l'Union européenne et au Japon.

Le commerce électronique affecte les relations entre entreprises et consommateurs de plusieurs façons:

- nette augmentation de la rapidité et de la qualité des informations relatives aux produits et aux prix;
- accès des petites entreprises aux fournisseurs et consommateurs internationaux;
- moindre importance des distances physiques;
- plus de choix et de pouvoir pour les consommateurs.

Indicateur 8: valeur des transactions d'entreprise à consommateur per capita en 1999



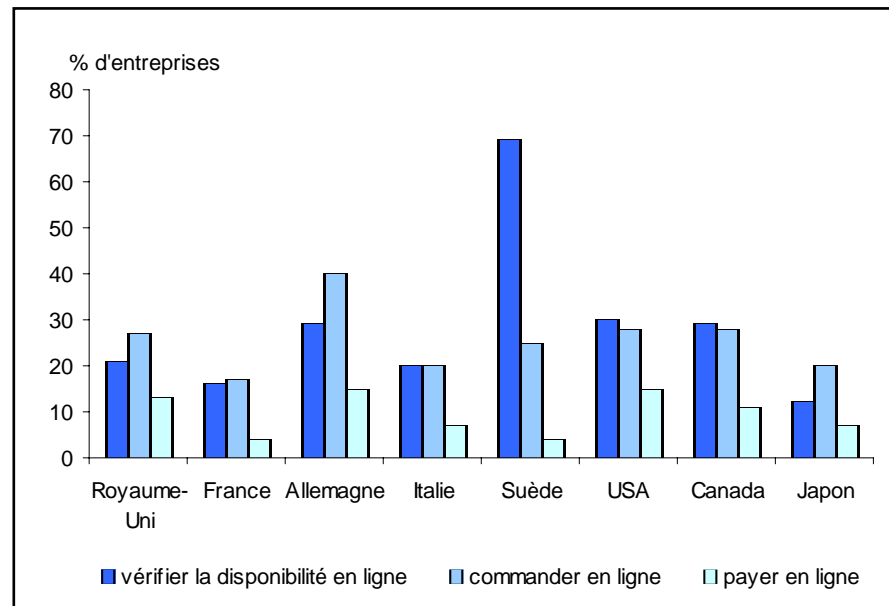
Source: OCDE, service de la science, de la technologie et de l'industrie, 2000

Les transactions B2C augmentent rapidement et devraient continuer à s'étendre, surtout en Europe où leur adoption est encore relativement lente jusqu'ici.

A l'heure actuelle, la valeur des transactions B2C per capita est dix fois plus élevée aux États-Unis qu'en Europe, ce qui reflète une plus grande ouverture d'esprit aux opérations en ligne, un usage plus fréquent des cartes de crédit et un marché intérieur plus intégré avec une monnaie commune. La Suède, la Suisse et le Royaume-Uni occupent les premiers rangs européens, mais sont loin derrière les États-Unis.

Les transactions B2C montrent une croissance plus rapide pour les produits et services qui peuvent être commandés et fournis numériquement en ligne, ou pour lesquels la fourniture est bon marché, rapide et fiable. Par exemple, des produits comme le courtage financier, le matériel informatique et les logiciels, les livres, voire des tickets, ont un ratio de pénétration au détail aux États-Unis qui se situe entre 5 et 15 %, c'est-à-dire deux fois plus qu'en Europe. Le ratio américain est cependant approché par celui de la Suède, des Pays-Bas et du Royaume-Uni.

Indicateur 9: pourcentage d'entreprises autorisant les interactions B2C en ligne



Source: Ministère britannique du commerce et de l'industrie, 2000.

La chaîne de l'offre implique, en termes de gestion, une dimension qui peut être mesurée de manière indicative par le degré auquel les entreprises recourent à des moyens électroniques pour assurer une interface avec leurs fournisseurs et clients (commerce électronique et Intranet, par exemple).

Les entreprises allemandes occupent la première place pour ce qui est des commandes et des paiements en ligne, mais elles sont largement dépassées par les entreprises suédoises pour ce qui est de la possibilité de vérifier les stocks disponibles.

Rares sont pourtant les entreprises, quel que soit le pays, à offrir à leurs clients des services interactifs sur toute la gamme de leurs opérations.

Une enquête récemment menée par la CBI sur le commerce électronique ("The Quiet Revolution", février 2001), indique toutefois que 38 % des entreprises au Royaume-Uni s'attendent à ce que le commerce électronique compte pour plus de 20 % dans leur chiffre d'affaires global dans les deux ou trois années qui viennent.

La même enquête révèle qu'il y a trois phases dans l'évolution du commerce électronique au sein des entreprises. D'abord, Internet est un outil d'information et de commercialisation. Ensuite, les entreprises se servent des TIC pour gérer les relations avec leurs clients. La phase finale est l'intégration complète dans la chaîne de l'offre.

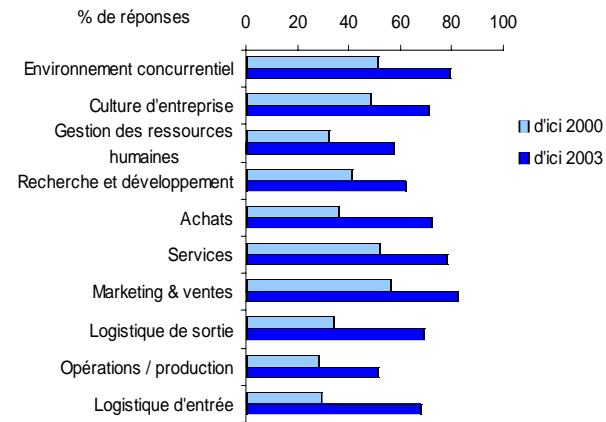
Cartouche 2: Améliorations dans la chaîne de l'offre

Les TIC permettent aux entreprises de mieux contrôler et coordonner la chaîne de l'offre. Les entreprises peuvent notamment externaliser des composantes auprès de sous-traitants en vue de livraisons en flux tendus, et donc se concentrer sur les activités pour lesquelles elles possèdent leurs compétences essentielles.

Les TIC facilitent l'établissement de prévisions de meilleure qualité, tant pour la demande que pour l'offre. Elles favorisent des relations plus étroites entre les consommateurs et les fournisseurs, des commandes plus rapides et plus précises, un accès à un choix plus large de fournisseurs et l'abaissement des coûts dans le traitement des commandes et la passation des marchés. Le stockage électronique des données permet de repérer plus aisément les lacunes, de mieux adapter les produits aux besoins des consommateurs, de réduire les frais fixes et de diminuer les besoins d'inventaire. Les impératifs liés au commerce électronique conduisent souvent à des organisations moins complexes, une nouvelle logistique et des adaptations dans le style de gestion.

Selon les estimations, les économies de coûts potentielles du commerce B2B varient de petites, dans les industries alimentaires et les soins de santé (moins de 5 %), à grandes dans la manufacture de composants électroniques (plus de 25 %).

Impact de la technologie d'Internet sur la chaîne des valeurs: pourcentage d'entreprises estimant qu'Internet a apporté ou apportera des changements moyens à profonds d'ici 2003



Source: InSites 2000, FEB-VBO.

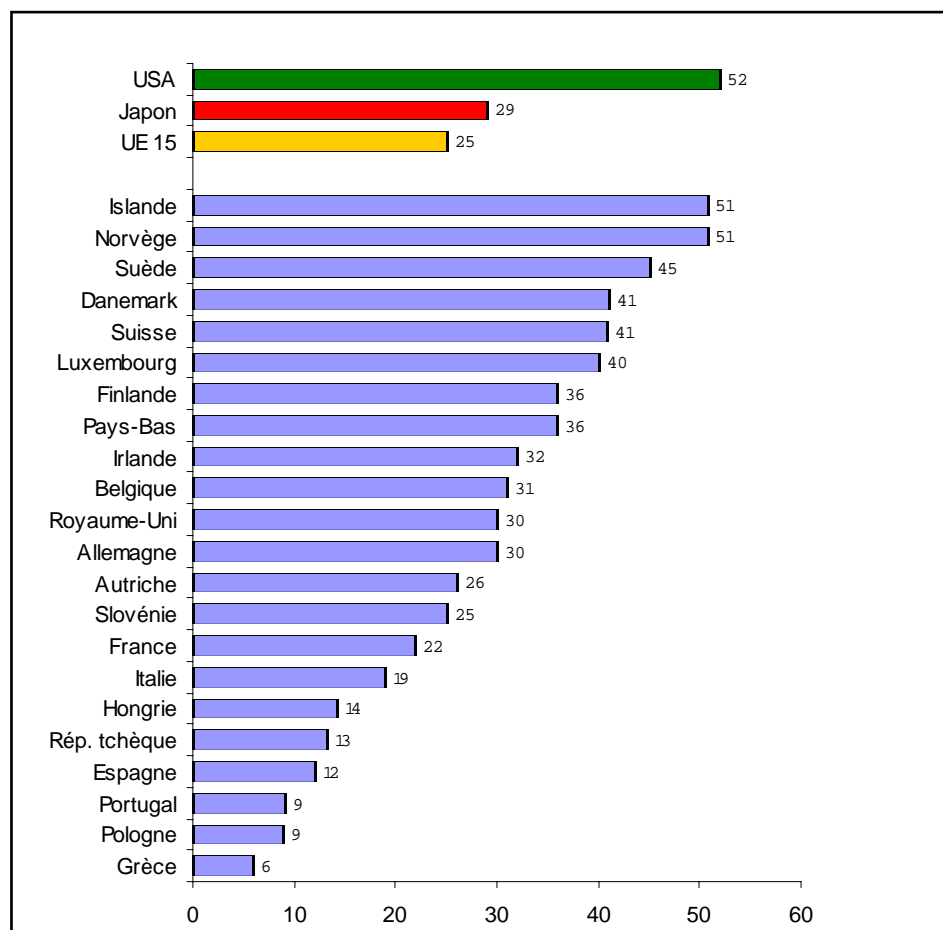
Note: Enquête menée auprès des cadres supérieurs d'entreprises établies en Belgique (163 réponses).

■ Les individus gagnent en maîtrise

Les individus ressentent l'impact des TIC de multiples façons. En tant que consommateurs, ils peuvent bénéficier d'une meilleure information, d'un choix plus étendu de biens et services et de prix réduits, parce qu'ils peuvent accéder à un marché mondial. En tant que salariés, ils peuvent tirer parti d'un travail plus autonome, personnellement aussi bien qu'en équipes, ainsi que d'une plus grande responsabilité et d'une autorité accrue. En tant que citoyens, ils peuvent s'informer davantage, gagner de l'influence et acquérir de nouvelles compétences tout au long de leurs vies professionnelles.

Les frontières deviennent moins tranchées entre loisirs et travail, domicile et bureau, secteur public et secteur privé. De nouvelles manières de travailler voient le jour, les styles de vie évoluent.

Indicateur 10: nombre d'ordinateurs pour 100 personnes, 1999

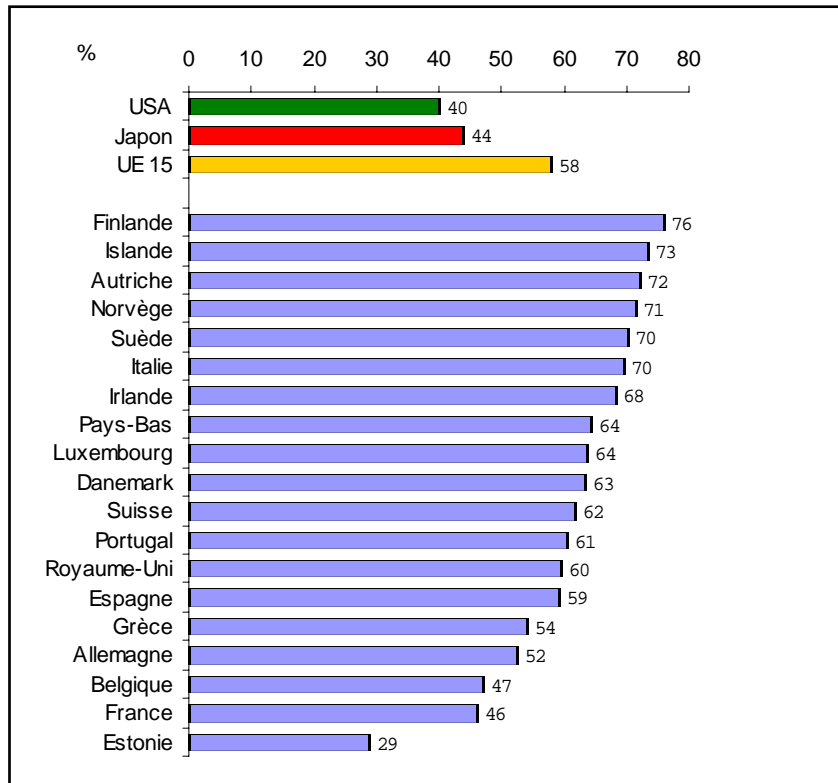


Source: Eurostat 2001 - Computer Industry Almanac, 1999 pour l'Islande, la Norvège, la Suisse, la Slovénie, la Hongrie, la République tchèque et la Pologne.

Le nombre d'ordinateurs est un indicateur de la capacité des individus à tirer parti des possibilités offertes par les nouvelles technologies - en tant que consommateurs, en tant que salariés, en tant que citoyens.

L'Union européenne accuse un net retard sur les États-Unis en nombre d'ordinateurs par habitant, seuls les pays nordiques se rapprochant du niveau américain. Alors qu'on peut compter une moyenne d'un ordinateur pour deux habitants dans les pays nordiques, le rapport est de moins d'un ordinateur pour dix personnes au Portugal et en Grèce.

Indicateur 11: *abonnements de téléphonie mobile (% de la population totale), octobre 2000*



Source: Global Mobile, 2000.

Le potentiel du "commerce mobile" est le plus étendu dans les pays où la pénétration du téléphone mobile est grande. L'Union européenne fait mieux que les États-Unis sur ce plan, avec près des deux tiers de la population possédant, en octobre 2000, un abonnement de téléphonie mobile (contre 40 % aux États-Unis). L'une des raisons de cette première place est le système plus efficace de tarification utilisé en Europe (paiement par l'appelant). Une autre est l'adoption précoce d'une norme technique commune. En Europe même, on observe de grandes différences entre les États membres, les pays nordiques, l'Autriche et l'Italie comptant le plus grand nombre d'abonnés.

Alors que la méthode usuelle d'accès à Internet consiste à le faire à partir d'un ordinateur, d'autres technologies peuvent être plus attirantes pour l'utilisateur, comme le téléphone mobile et la télévision numérique. Ainsi, le téléphone mobile est portable et donne immédiatement accès à Internet où que l'on se trouve (ou presque) dans le monde, mais son utilisation à des fins de commerce mobile ne fait encore qu'émerger. Diverses technologies nouvelles voient également le jour, offrant de nouvelles possibilités de marché, en permettant de connecter à Internet le téléphone mobile ou d'autres équipements portables, tels que le GPRS (ensemble général de services radios) et le WAP (protocole d'application sans fil). Toutefois, les procédures trop complexes mises en place pour l'attribution, en Europe, des licences UMTS (système universel de télécommunications mobiles) ont retardé le développement de cette technologie, au point que l'UE est aujourd'hui menacée de perdre son avance mondiale sur le Japon dans ce domaine. Les entreprises européennes en sont encore au stade de la conception des téléphones mobiles de la troisième génération.

■ **Les gouvernements peuvent améliorer leur efficacité**

Les gouvernements fournissent aux citoyens et entreprises des services faisant largement appel à la main-d'œuvre, percevant auprès d'eux taxes et impôts. Les nouvelles technologies de l'information et des communications permettent aux administrations publiques d'apporter des améliorations qualitatives aux services publics et d'en réduire les coûts, y compris les coûts qu'implique pour les entreprises de respecter les réglementations nationales. Ce dernier point revêt une importance particulière pour les petites et moyennes entreprises.

Indicateur 12: gouvernement électronique, capacité numérique et simplification administrative

	créer une entreprise	payer l'impôt sur les bénéfices des sociétés	payer la TVA (taxe sur les ventes)	déclarer les comptes annuels	obtenir des licences pour de nouveaux magasins	
Autriche	peu de progrès	progrès significatifs	progrès significatifs	peu de progrès	peu de progrès	Autriche
Belgique	peu de progrès	peu de progrès	peu de progrès	progrès limités	peu de progrès	Belgique
Danemark	progrès limités	progrès significatifs	progrès significatifs	progrès limités	progrès limités	Danemark
Finlande	progrès limités	progrès limités	progrès limités	progrès limités	progrès limités	Finlande
France	peu de progrès	peu de progrès	progrès limités	progrès limités	non disponibles	France
Allemagne	progrès limités	progrès limités	progrès limités	progrès limités	progrès limités	Allemagne
Grèce	progrès limités	progrès limités	progrès limités	non disponibles	progrès limités	Grèce
Irlande	progrès significatifs	progrès significatifs	progrès significatifs	progrès significatifs	peu de progrès	Irlande
Italie	progrès limités	progrès limités	progrès limités	progrès limités	progrès limités	Italie
Pays-Bas	progrès limités	progrès limités	progrès limités	peu de progrès	peu de progrès	Pays-Bas
Portugal	progrès limités	progrès limités	progrès limités	progrès limités	progrès limités	Portugal
Espagne	peu de progrès	progrès significatifs	progrès significatifs	progrès limités	peu de progrès	Espagne
Suède	progrès limités	progrès limités	progrès limités	progrès limités	progrès limités	Suède
Royaume-Uni	progrès significatifs	progrès limités	progrès limités	progrès significatifs	peu de progrès	Royaume-Uni
Islande	progrès limités	progrès significatifs	progrès significatifs	progrès limités	progrès limités	Islande
Norvège	progrès limités	progrès limités	progrès limités	peu de progrès	progrès limités	Norvège
Suisse	progrès limités	progrès limités	progrès limités	peu de progrès	peu de progrès	Suisse

■ progrès significatifs
 ■ progrès limités
 ■ peu de progrès

Source: UNICE, 2000, sur la base d'une enquête auprès des fédérations membres.

"Le moment est venu de passer des projets pilotes aux applications concrètes, celles qui apportent une vraie valeur ajoutée aux citoyens, et celles qui améliorent véritablement la productivité des services publics."

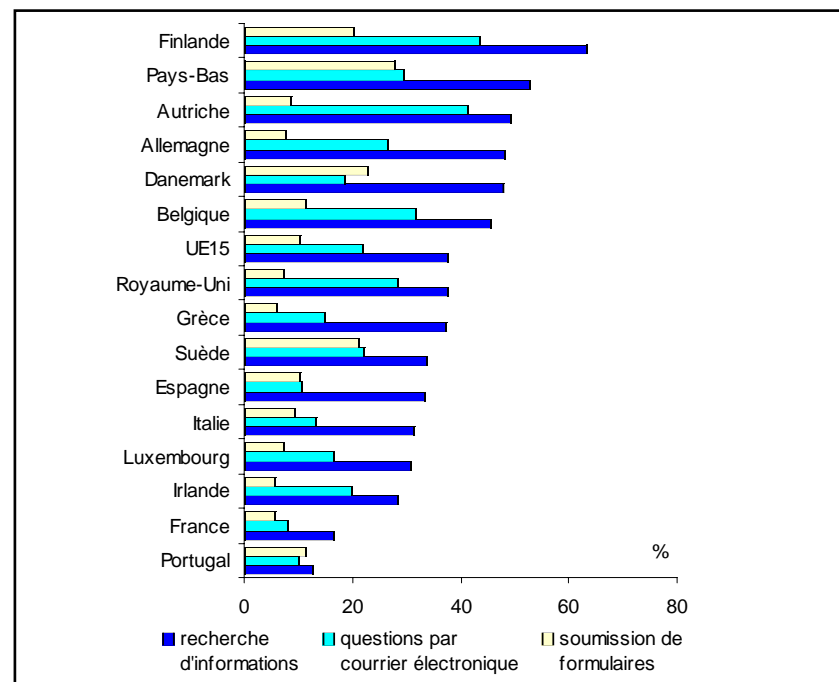
Erkki Liikanen, membre de la Commission européenne, en charge de la politique d'entreprise et de la société de l'information, 31 janvier 2001
[Traduction libre]

Les gouvernements sont les principaux partisans de la société de l'information. L'enquête menée par l'UNICE offre une évaluation des progrès accomplis par les gouvernements nationaux en termes d'exploitation du potentiel d'Internet. Elle tente de mesurer la "capacité" des entreprises et des gouvernements à utiliser la voie numérique pour mener à bien des démarches administratives obligatoires.

Quelques pays européens (notamment l'Irlande) font appel aux TIC pour réduire le coût et le temps exigés pour se conformer aux réglementations nationales. Malgré l'enthousiasme des gouvernements pour les nouvelles technologies, la mise en œuvre de services en ligne reste néanmoins lente dans la plupart des pays observés.

Au niveau national, la majorité des progrès ont été réalisés dans l'établissement d'une capacité numérique à soumettre les déclarations des entreprises à l'impôt sur les bénéfices, ainsi que les déclarations de TVA. Certains gouvernements locaux n'ont, par ailleurs, guère progressé dans l'informatisation de l'octroi des licences.

Indicateur 13: *interactions en ligne entre les citoyens et l'administration publique*



Source: Eurobaromètre, octobre 2000.

La moitié des citoyens de l'Union européenne ont déjà contacté leur administration publique par voie électronique, mais les variations sont grandes entre les États membres, de la Finlande au Portugal.

Parmi ceux qui ont eu des liens électroniques avec leur gouvernement, la majorité l'ont fait uniquement pour rechercher des informations. Aux Pays-Bas, en Suède, au Danemark et en Finlande, une minorité significative a véritablement soumis des formulaires en ligne.

Cartouche 3: Exemples de gouvernement électronique

En Finlande, un projet local pour la société de l'information, intitulé "Learning Upper Karelia", a mis en place un réseau local d'information dans une communauté rurale de populations dispersées et distantes. Le projet vise à prévenir l'exclusion sociale, soutenir les innovations sociales, améliorer les services et les conditions de vie. Après deux années, 25 % de la population locale étaient enregistrés comme utilisateurs, la majeure partie des activités liées au projet se concentrant sur la création et le soutien de capacités locales pour l'utilisation d'ordinateurs et de réseaux.

Le service irlandais ROS ("Revenue Online Service") permet aux consommateurs d'utiliser Internet pour soumettre leurs déclarations par voie électronique, de faire des paiements, de s'enquérir de leur position fiscale et de retracer des transactions fiscales précédentes. Les déclarations mensuelles et bimestrielles pour la TVA et les retenues patronales à la source peuvent être soumises par Internet. Dès avril 2001, les déclarations pour l'impôt sur les revenus des personnes physiques et pour l'impôt sur les bénéfices des sociétés seront ajoutées au système. Les consommateurs reçoivent des certificats numériques leur permettant d'apposer une signature électronique valable sur les déclarations fiscales, qui y gagnent leur autorité légale (www.revenue.ie).

Le gouvernement allemand a lancé un programme, "BundOnline 2005", visant à offrir presque tous les services fédéraux en ligne d'ici 2005. Actuellement, les citoyens peuvent seulement demander un permis de conduire ou une carte d'identité par voie électronique. Environ 130.000 déclarations à l'impôt sur le revenu des personnes physiques ont également été retournées numériquement, et huit des Länder offrent la même possibilité pour les déclarations fiscales relatives aux salaires et traitements (www.bund.de).

Le gouvernement britannique a ouvert à ses citoyens un "portail" pour les services gouvernementaux. Les citoyens britanniques peuvent y trouver une série d'informations et conseils, par exemple sur le service juridique ou le service national de santé. Le visiteur du site peut compléter, aux fins d'évaluation, des déclarations fiscales qu'il soumet en ligne aux services du fisc, et peut recevoir la plupart des paiements de prestations par voie électronique. Un programme complet devrait être mis en œuvre d'ici 2005 (www.ukonline.gov.uk).

Le gouvernement estonien a mis en place un système d'information sur les réunions ministérielles, dont l'objectif est d'équiper d'outils modernes d'information et de communication les réunions des cabinets ministériels, en vue d'améliorer la qualité des décisions gouvernementales et les communications intra-gouvernementales, de réduire les coûts pour le Trésor et de favoriser la démocratie.

En 1998, le gouvernement letton a lancé un projet de gouvernement électronique intitulé "Megasistema", qui a pour objectif d'instaurer un système électronique intégré d'informations publiques réunissant le registre de population, le registre des sociétés, le registre foncier, le registre des immatriculations de véhicules, les informations du fisc. Le système est ouvert aux citoyens et fonctionne dans les deux sens.

- Les marchés sont plus rapides et plus étendus; ils offrent davantage d'informations.
- Les TIC génèrent des économies de coût pour les entreprises de toutes tailles.
- Les gouvernements ont une plus grande marge de manœuvre pour montrer l'exemple en favorisant et facilitant les relations électroniques. L'introduction des services en ligne de l'administration publique favoriserait une offre efficace de services, aux entreprises comme aux individus.

Chapitre 3 - Des politiques pour réaliser pleinement tout le potentiel de la nouvelle économie

Toutes les innovations posent le même défi stratégique aux gouvernements d'Europe: comment assurer que les économies réagissent au changement.

"Je crois qu'à mesure que les rigidités structurelles, dans les économies de la zone euro, trouvent des solutions, les pleins avantages des nouvelles possibilités technologiques pourront être engrangés avec le temps. L'introduction de nouvelles technologies exige en effet la souplesse d'autres facteurs, y compris le facteur travail, si les procédés de production doivent être réorganisés pour plus d'efficacité."

Prof. Otmar Issing, Banque centrale européenne, lors de la conférence nationale de la CBI, 7 novembre 2000
[Traduction libre]

Les gouvernements doivent veiller à l'adéquation et à la compétitivité des infrastructures, à la facilité d'entrée et de sortie sur les marchés de produits. Ils doivent assurer que les cadres juridiques facilitent l'acceptation du changement dans les marchés de produits et les marchés du travail. Ils doivent assurer des marchés de capitaux qui permettent aux entrepreneurs d'investir dans des opérations risquées. Si tout ceci était vrai dans "l'ancienne" économie, cela l'est encore plus dans la nouvelle économie, étant donné que les changements s'accroissent et que la mobilité géographique des personnes et des entreprises s'accroît.

Les TIC posent des défis particuliers. Économies d'échelle, économies de réseaux, importance des normes sont autant d'éléments stimulant les monopoles naturels, conférant à la politique de concurrence un rôle pivot. Les économies extérieures donnent de l'importance à la coordination des politiques publiques et des projets privés. Les énormes coûts de la recherche et du développement, la rapidité des évolutions techniques et le raccourcissement du cycle de vie des produits sont source pour le pionnier d'un avantage majeur, mais augmentent le risque. Les politiques fiscales - par la "récompense" du risque et de l'effort - sont donc un facteur critique.

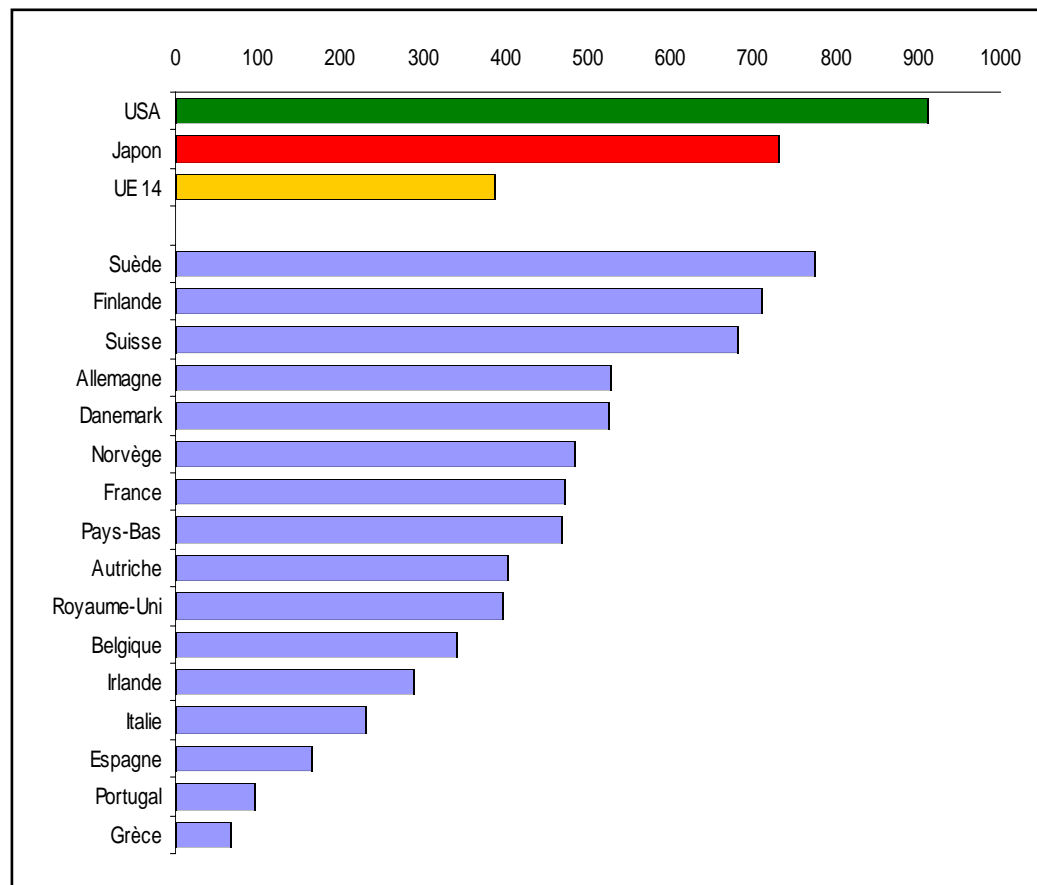
Le présent chapitre est centré sur six aspects de l'environnement des entreprises pour lesquels les gouvernements, par leurs politiques, peuvent améliorer les conditions préalables à la commercialisation et à l'exploitation de nouvelles technologies diffusantes.

■ Stimuler la naissance et la diffusion des idées nouvelles

La croissance du secteur spécialisé des TIC, en termes d'échelle et d'efficacité, est l'une des voies principales suivies par les nouvelles technologies de l'information et des communications pour créer des emplois et des richesses dans la nouvelle économie. L'innovation dans les TIC est à son tour liée étroitement aux avancées de la science fondamentale et à la capacité des "systèmes d'innovation" nationaux à créer, diffuser et exploiter les connaissances nouvelles.

Le secteur américain des TIC est bien plus étendu et plus productif que celui de l'Union européenne, car il investit davantage dans la génération de connaissances nouvelles, qu'il diffuse plus efficacement. En revanche, l'Europe consacre moins de ressources à la naissance d'idées neuves; les liens entre les entreprises, le monde scientifique et les gouvernements sont moins intenses, donnent moins de résultats.

Indicateur 14: dépenses totales en recherche et développement, per capita, 1998



Source: OCDE, perspectives de la science, de la technologie et de l'industrie 2000.

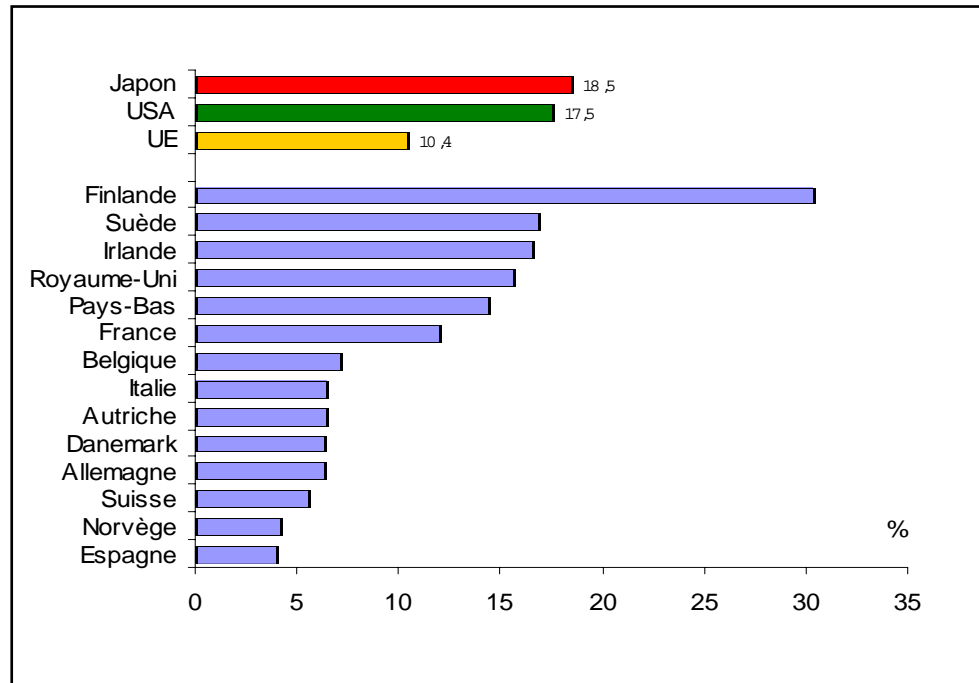
Les investissements dans la R&D affectent également l'essaimage d'entreprises, une piste cruciale pour l'exploitation des nouvelles connaissances liées aux TIC. Aux États-Unis, le taux de formation de ce type d'entreprises est quadruple du taux européen, et bon nombre des entreprises de TIC les plus prospères au monde ont entamé leur vie comme "rejetons" des universités américaines.

L'Europe n'a pas encore pleinement réalisé son potentiel de transformation des idées novatrices en créneaux économiques. Pour relever ce défi, il est capital d'intensifier la coopération entre l'industrie et le monde universitaire pour ce qui est de la recherche et du développement. Ce devrait être un objectif spécifique du sixième programme-cadre de recherche et développement technologique 2001-2006 de la Commission européenne.

Les dépenses en R&D des gouvernements et des entreprises constituent l'unique apport majeur à la naissance d'idées nouvelles. Les dépenses de R&D aux États-Unis sont largement plus élevées qu'en Europe. Seules la Suède, la Finlande et la Suisse atteignent le niveau d'investissement américain sur ce point.

L'écart le plus grand entre l'Union européenne et les États-Unis s'observe dans la R&D financée par les entreprises, bien que l'on constate également de profondes différences dans le niveau de financement public. Les ressources publiques investies chaque année dans la R&D sont ainsi, aux États-Unis près de deux fois plus élevées qu'au sein de l'UE. Or, les dépenses de R&D des gouvernements sont capitales pour le développement du secteur des TIC, car elles influencent le progrès scientifique fondamental dans des domaines tels que l'informatique et les mathématiques.

Indicateur 15: proportion de brevets TIC par rapport au nombre total de brevets délivrés par l'office américain des brevets et marques, 1999.



Source: OCDE, perspectives de la science, de la technologie et de l'industrie 2000.

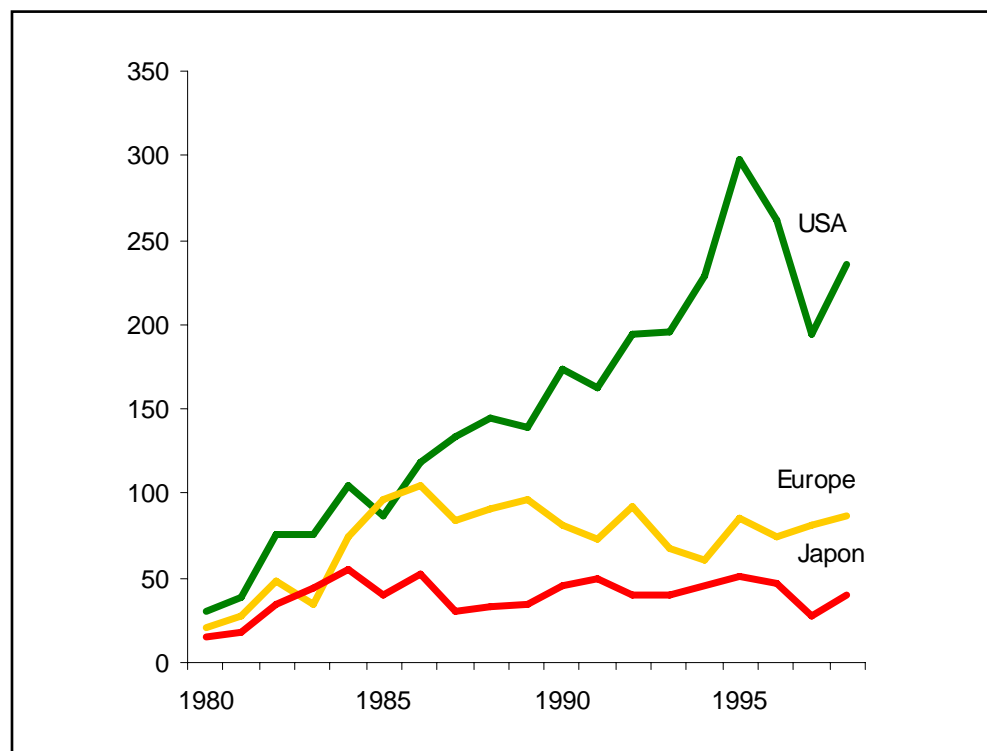
Pour instaurer un climat propice à l'innovation, les gouvernements doivent veiller à ce que les entreprises puissent protéger leur savoir-faire scientifique.

Les dépôts de brevets sont une mesure majeure de l'inventivité, surtout dans les industries tributaires de la science. Les brevets du secteur public favorisent également la diffusion des connaissances nouvelles, dans la mesure où ils offrent des informations sur l'existence de résultats de recherche commercialement pertinents, et sur l'endroit où ils se trouvent.

Depuis les années 1980, les activités de dépôt de brevets ont explosé en Europe et aux États-Unis, les TIC y étant l'un des domaines au développement le plus rapide.

Toutefois, la part des TIC dans les activités de dépôt de brevets est sensiblement moindre dans les entreprises de l'UE. Ainsi, en 1999, parmi les brevets délivrés aux États-Unis à des organisations de l'UE, un dixième seulement concernait des activités liées aux TIC. Comparativement, la proportion pour les organisations japonaises et américaines était pratiquement double. Les entreprises finlandaises ont dépassé toutes les autres sur ce plan.

Indicateur 16: nombre d'alliances stratégiques autour des TIC



Source: National Science Board "Science and Engineering Indicators 2000" / Merit.

Le caractère pluridisciplinaire des TIC et l'intensité toujours croissante en savoir de l'innovation font des alliances technologiques entre entreprises, au stade pré-concurrentiel, un mécanisme important permettant de convertir les avancées scientifiques en nouveaux produits et services. Grâce à ces alliances, les entreprises accèdent à des connaissances scientifiques ou technologiques complémentaires, partagent les risques, réduisent les délais de commercialisation et pénètrent de nouveaux marchés.

Depuis 1980, le nombre de nouvelles alliances stratégiques autour des TIC a considérablement augmenté en valeurs absolues. Cependant, les entreprises basées en Europe forgent nettement moins d'alliances que leurs concurrentes américaines. En 1998, les alliances européennes n'équivalaient qu'à un tiers des alliances américaines.

RECOMMANDATIONS

- Faciliter les échanges de chercheurs entre pays d'Europe et encourager les liens entre l'entreprise et l'université
- Augmenter les budgets de la recherche publique, en particulier dans les domaines d'importance stratégique pour les entreprises, et assurer la simplicité des procédures de participation des entreprises aux programmes de recherche communautaires
- Simplifier les procédures d'accès des entreprises au programme-cadre de recherche et développement technologique de l'Union européenne
- Veiller à l'adoption rapide d'un brevet communautaire et d'un dessin ou modèle communautaire
- Réfléter les besoins liés aux nouvelles technologies, surtout en ce qui concerne la brevetabilité des inventions liées au logiciel, dans le cadre européen de protection de la propriété intellectuelle
- Améliorer le cadre juridique pour assurer un respect approprié des droits de propriété intellectuelle

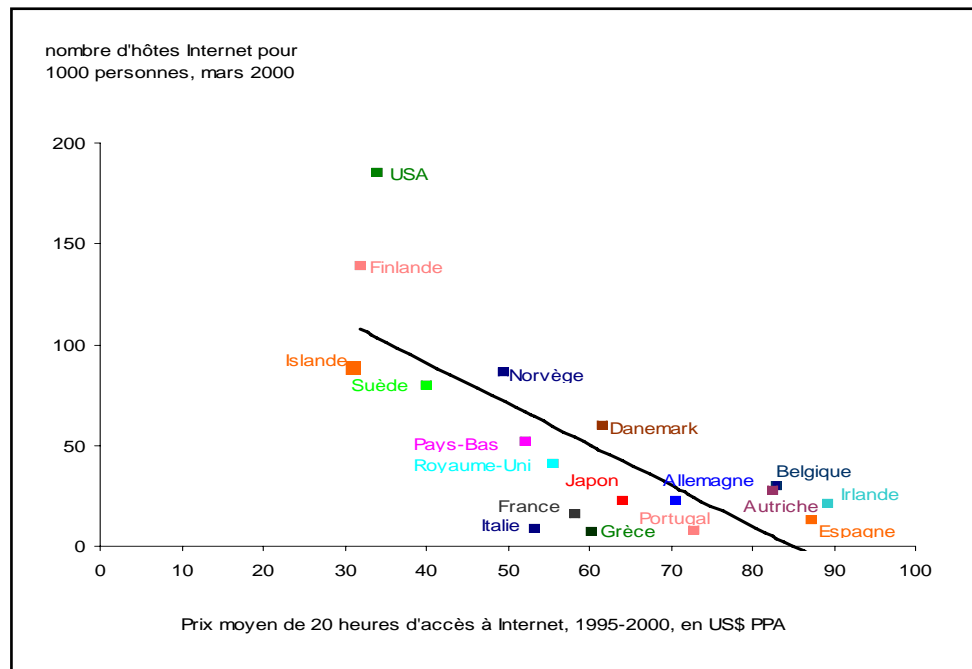
■ Mettre en place des infrastructures favorables

Les infrastructures de télécommunications sont l'ossature même de la société de l'information.

Les gouvernements jouent un rôle capital dans l'organisation de la surveillance du marché des services infrastructurels, au travers du législateur. En outre, nombre des infrastructures ont une dimension transnationale, de sorte que leur planification et leur financement à l'échelle européenne sont d'importantes conditions préalables à des infrastructures efficaces.

Pourtant, la libéralisation effective des télécommunications en Europe suit un rythme lent qui entrave le développement des nouveaux services et de la nouvelle économie.

Indicateur 17: prix d'accès à Internet et pénétration des hôtes Internet, 1995-2000

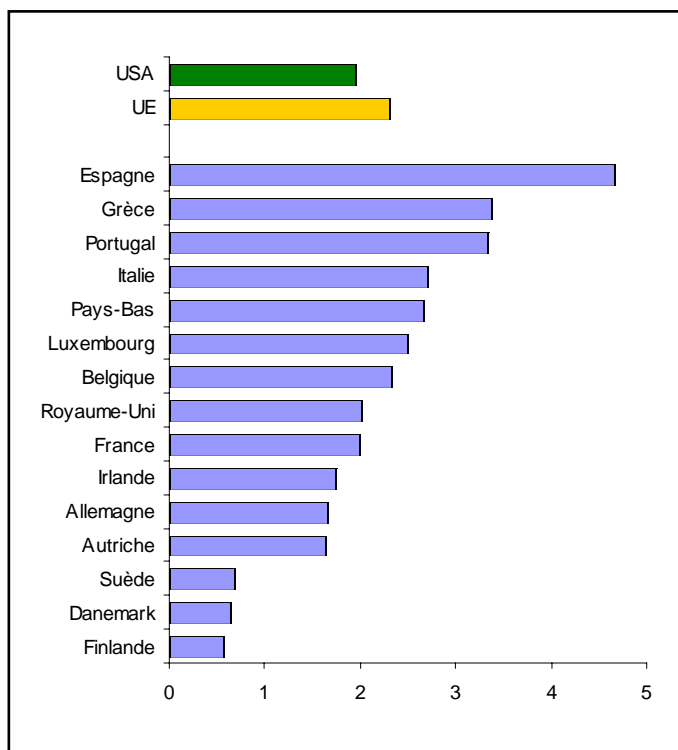


Source: OCDE, Telecordia Technologies, 2000.

L'on constate une forte corrélation entre les coûts d'accès à Internet et le nombre d'hôtes Internet à usage privé (un "hôte Internet" est un ordinateur directement relié à Internet). Des pays tels que les États-Unis, la Finlande, l'Islande et la Suède, qui connaissent les niveaux de redevances d'accès les plus faibles, ont la plus forte densité en hôtes Internet. En règle générale, l'Europe est néanmoins en retard par rapport aux États-Unis pour ce qui est de la pénétration des hôtes Internet, et ce parce que les redevances d'accès à Internet, pour les particuliers et les petites entreprises, sont nettement plus élevées dans l'Union européenne qu'aux États-Unis.

Pour rattraper son retard, l'Europe doit réduire les coûts d'accès. Une concurrence accrue est de mise parmi les opérateurs de télécommunications, et surtout les opérateurs des boucles locales. Un rapide dégroupage des boucles locales, par la pleine mise en œuvre du règlement CE, donnera aux entreprises et aux consommateurs un choix réel pour accéder à Internet et au téléphone. Cela permettra l'expansion des technologies d'accès à grande vitesse, à des coûts compétitifs au plan international. Le développement de la capacité à bande large au sein de la boucle locale permettra aux entreprises de transmettre des informations numériques plus vite, plus efficacement.

Indicateur 18: lignes louées - comparaison des tarifs en circuit fermé



Source: Teligen T-Network (OCDE), novembre 2000.

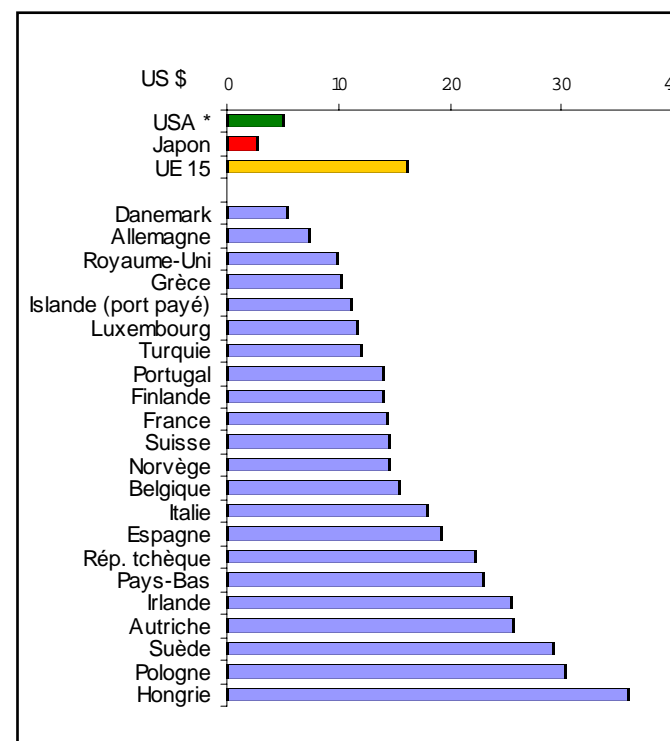
Note: panier OCDE révisé de 6 distances, 2 Mbits.

Les lignes téléphoniques louées sont un élément crucial dans des infrastructures TIC modernes, car elles permettent aux entreprises de maîtriser leurs propres équipements de télécommunications et de véhiculer à faible coût de grands volumes de données vocales et numériques. Ces lignes permettent également aux entreprises d'offrir des services à valeur ajoutée, et aux prestataires de services Internet d'édifier des réseaux qui dopent la croissance d'Internet.

Le coût annuel de location d'une ligne varie considérablement d'un pays d'Europe à l'autre. En Suède et en Finlande, par exemple, le coût est inférieur à la moitié de celui observé au Portugal, en Grèce ou en Espagne.

A l'avenir, la disponibilité des services à bande large sera un facteur décisif, bien qu'une masse critique d'utilisateurs soit nécessaire pour déclencher les énormes investissements nécessaires dans les infrastructures de réseaux.

Indicateur 19: prix des services de messagerie brève (SMS), 1999 pour 100 messages



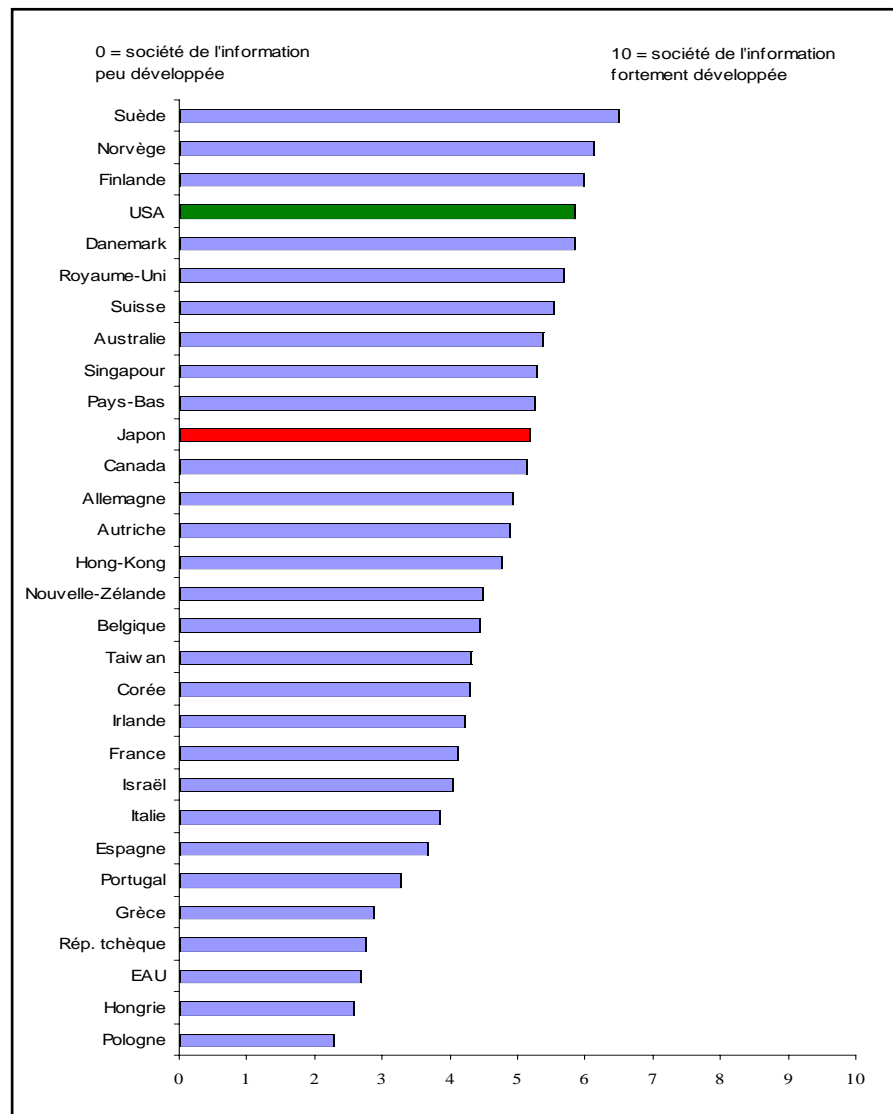
Source: OCDE, 2000.

Note: * = USA - forfait mensuel.

Les nouvelles technologies permettant de connecter les téléphones mobiles à Internet offrent de considérables possibilités de croissance pour de nouveaux services aux consommateurs et aux entreprises.

Les services de messagerie brève (SMS) ont illustré très tôt le potentiel de croissance des services graphiques mobiles. Les prix de ces services, ainsi que d'autres services de données, seront une composante critique de la tarification générale, de la pénétration et du développement des futurs services mobiles par Internet.

Le coût d'un message court (SMS) est beaucoup plus élevé dans l'Union européenne qu'aux États-Unis et au Japon. Seuls le Danemark et l'Allemagne se rapprochent du niveau américain; le coût des SMS en Autriche, en Irlande et en Suède est plus du triple du coût au Danemark.

Indicateur 20: *indice des infrastructures dans la société de l'information*

Source: IDC, 2000.

Cette comparaison mondiale classe les pays selon l'adaptation, plus ou moins bonne, de leurs infrastructures au développement de la société de l'information. Les indicateurs comprennent les infrastructures informatiques et liées à Internet, ainsi que les infrastructures sociales telles que l'enseignement et le lectorat de la presse écrite. Cinq pays de l'UE se classent parmi les dix premiers au monde.

RECOMMANDATIONS

- Achever la libéralisation du marché des télécommunications, en adoptant le paquet "télécommunications" de l'UE le plus rapidement possible, priorité étant donnée au cadre et aux directives sur l'accès et l'interconnexion
- Garantir l'indépendance des instances réglementaires de télécommunications
- S'en tenir aux niveaux de réglementations minimaux, adaptés aux secteurs des télécommunications, nécessaires pour permettre à l'Europe d'être compétitive sur le marché mondial
- Encourager la normalisation technique à l'échelle mondiale, sous l'impulsion du marché
- Encourager les gouvernements à mettre en place, en privilégiant les meilleures pratiques, les conditions qui favoriseront un accès effectif aux infrastructures à large bande passante

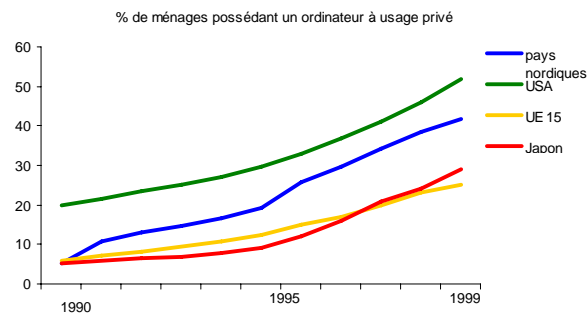
■ Assurer une meilleure acceptation par les consommateurs

Le rythme de diffusion des nouvelles technologies dans un pays donné est affecté par l'attitude des consommateurs et des producteurs, selon qu'ils sont plus ou moins prêts à adopter des produits nouveaux, des procédés nouveaux et des méthodes nouvelles d'achat et de vente.

Divers facteurs provoquent, parmi les consommateurs et fournisseurs, des réticences à adhérer au commerce électronique, et notamment: un manque général de culture Internet ou de sensibilisation aux avantages potentiels; des compétences insuffisantes; des craintes liées à la sécurité et les coûts de la technologie.

Cartouche 4: Adoption des nouvelles technologies

Taux d'adoption de l'ordinateur personnel par les particuliers



Source: International Telecommunications Union.

Note: La Norvège est incluse dans la moyenne des pays nordiques à partir de 1991.

En matière d'adoption des nouvelles technologies, une masse critique de pionniers est indispensable à la viabilité des entreprises fondées avant tout sur des idées nouvelles. Les consommateurs doivent être désireux d'utiliser des nouveaux produits, technologies et services. La diffusion des technologies nouvelles suit souvent une courbe en "S": lente élévation au début, gagnant très vite de la vitesse avant de ralentir. Ce sont des facteurs économiques, culturels et structurels qui déterminent le point de départ sur chaque marché.

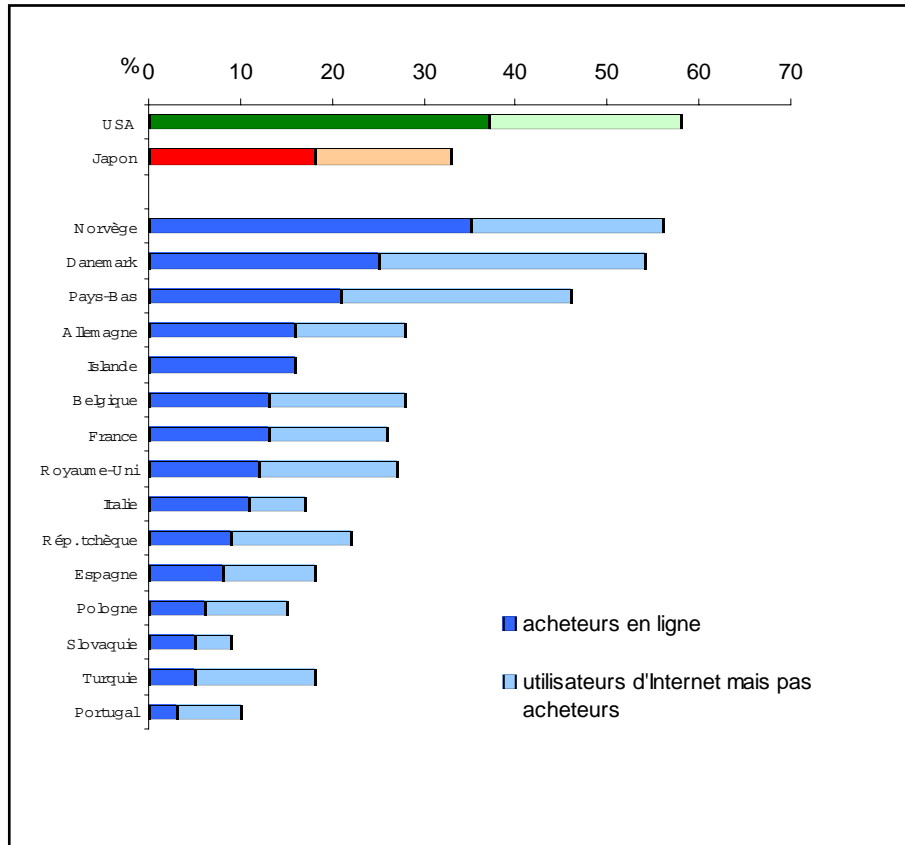
Cette tendance s'illustre, par exemple, dans les ordinateurs personnels, introduits à peu près en même temps sur la plupart des marchés européens. Seuls les pays nordiques ont rattrapé les États-Unis. Le Japon a dépassé l'UE à la fin des années 1990. Le coût d'achat et d'utilisation des ordinateurs personnels est un facteur déterminant le taux de diffusion. En Suède, par exemple, les crédits d'impôt ont largement stimulé les achats d'ordinateurs à usage privé par les salariés.

Les ménages ont adopté l'ordinateur à des vitesses différentes selon les pays. L'un des extrêmes est la France, où la diffusion est relativement lente, peut-être à cause de l'utilisation précoce et intensive du Minitel, qui a emprisonné les ménages dans une technologie plus ancienne. A l'autre extrême, on trouve la Norvège avec une progression rapide, tandis que la Finlande affiche la courbe typique en "S" d'une adoption d'abord graduelle, puis rapide.

"On dit que l'avenir appartient à ceux qui se lèvent tôt, mais c'est le deuxième levé qui trouve le petit déjeuner prêt."

Paul Saffo, Institute for the Future, Californie (Etats-Unis), in: The Economist, New Economy Survey, septembre 2000.
[Traduction libre]

Indicateur 21: *habitudes d'achat en ligne dans la population adulte totale (en %), 2000*



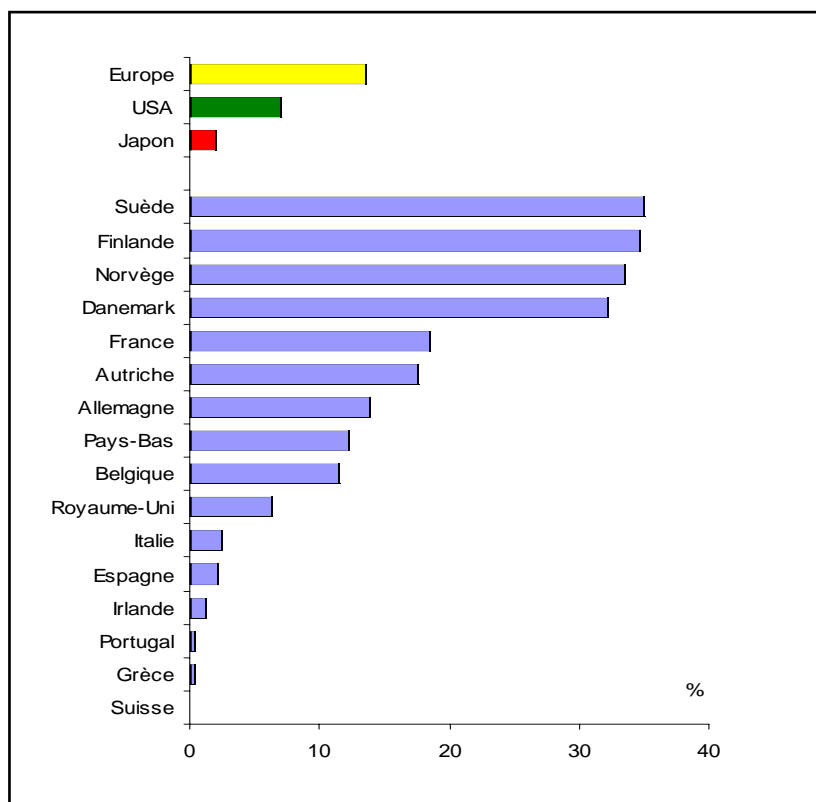
Source: Taylor Nelson Sofres, 2000; Price Waterhouse Coopers pour l'Islande.

Les habitudes d'achat sur Internet varient considérablement entre les États-Unis et l'Union européenne. Ainsi, aux États-Unis, près de 60 % des adultes sont des utilisateurs d'Internet et, parmi ceux-ci, deux tiers ont déjà acheté en ligne, c'est-à-dire que près de 40 % de la population adulte aux États-Unis sont des acheteurs en ligne. Par contre, l'utilisation d'Internet est plus faible en Europe, de même que la proportion d'utilisateurs ayant acheté en ligne. Parmi les acheteurs en ligne, on estime que deux tiers renoncent à leur achat avant d'avoir terminé le processus, ce qui indique peut-être un manque de confiance dans le système. Une récente étude Eurobaromètre (octobre 2000) montre que 4,7 % seulement des citoyens de l'UE achètent en ligne régulièrement, et 13,8 % à l'occasion.

On constate de nettes différences entre les pays d'Europe. D'un côté, les achats en ligne sont aussi courants en Norvège qu'aux États-Unis; de l'autre, moins de 10 % d'Espagnols et de Portugais sont des acheteurs en ligne.

Plusieurs facteurs expliquent le retard de l'UE par rapport aux États-Unis, et notamment la réticence à acheter à distance par l'intermédiaire d'un ordinateur, des préoccupations à l'égard de la sécurité des paiements et des données à caractère personnel, certaines inquiétudes quant à la fiabilité des livraisons et les possibilités de recours en cas de plainte. Ces facteurs sont particulièrement significatifs dans les transactions transfrontières, et sont donc très importants pour l'acheteur en ligne en Europe.

Indicateur 22: *services bancaires en ligne - % du nombre total de comptes*



Source: IDC (Banque des règlements internationaux).

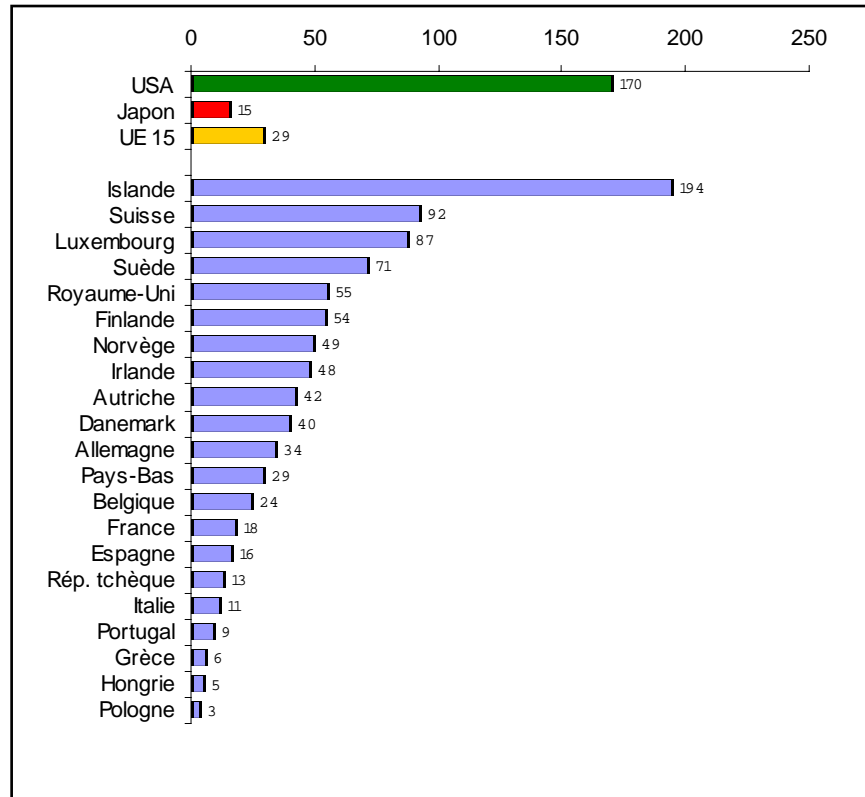
Note: Les chiffres pour la Suisse sont très bas en raison du nombre total, exceptionnellement élevé, de comptes bancaires. Les chiffres pour le Japon comprennent uniquement les comptes sur Internet.

Les services bancaires en ligne sont un domaine qui a vite rencontré l'acceptation des consommateurs en Europe. Les banques européennes et leurs clients sont des chefs de file dans le traitement électronique des services financiers. Les services bancaires par Internet réduisent les coûts et la durée des services aux clients et, tout comme la banque par téléphone, permettent aux consommateurs de choisir le moment et le lieu de leurs transactions.

En Suède et en Finlande, par exemple, près de 35 % du nombre total de comptes bancaires sont déjà en ligne, les autres pays nordiques suivant de près. Cet indicateur englobe les services bancaires par Internet, par connexion directe, par télévision numérique et par téléphone mobile.

Dans certains pays, cependant, la disponibilité croissante de la dimension numérique pour un compte bancaire traditionnel en agence fait que la distinction entre les deux devient de plus en plus floue. Ainsi, en Belgique, les transferts électroniques (au travers de guichets automatisés, par Internet ou par téléphone) représentaient au début 2000 plus de 47 % du nombre total de transferts effectués.

Indicateur 23: nombre de serveurs sécurisés par million de personnes, mars 2000

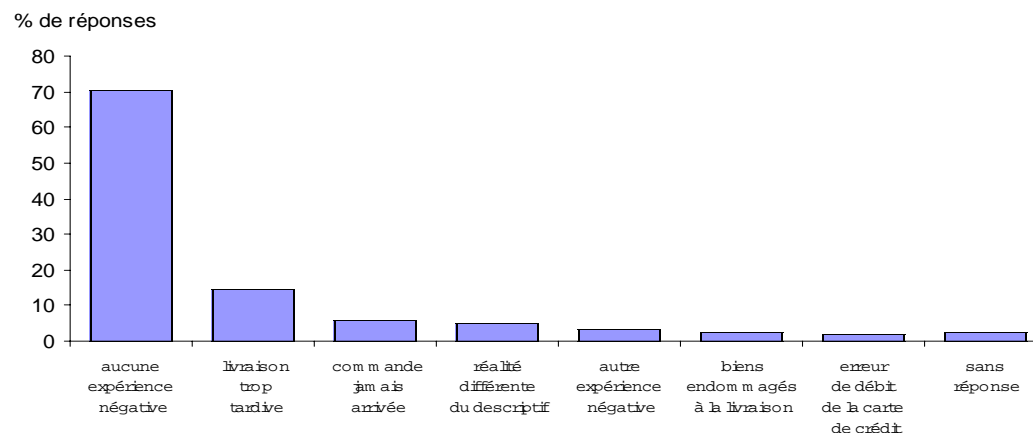


Source: OCDE, perspectives de la science, de la technologie et de l'industrie 2000.

La sécurité des serveurs est un facteur important dans le commerce électronique, car elle garantit la confidentialité et la protection de la vie privée et offre au consommateur la sécurité de ses paiements électroniques. Des serveurs sécurisés sont tout particulièrement importants pour les services bancaires et les opérations sur Internet.

Le nombre de serveurs par habitant est, aux États-Unis, deux fois plus élevé que dans la majorité des pays européens les mieux équipés - à l'exception notable de l'Islande - alors que l'on aurait pu supposer que les petits pays et centres financiers aient un plus grand nombre de serveurs sécurisés.

Cartouche 5: Expériences d'achats en ligne, UE 15, octobre 2000



Source: Eurobaromètre, octobre 2000.

La majorité de ceux qui, en Europe, passent des achats en ligne se montrent positifs face à cette expérience. Leurs principales critiques touchent la lenteur de la livraison. Ceci souligne l'importance de l'efficacité de la logistique de livraison au sein de l'entreprise, mais aussi de l'efficacité de services postaux nationaux et internationaux.

Le manque de confiance des consommateurs dans la sécurité des paiements et la protection de la vie privée, surtout dans les transactions transfrontières, est un autre facteur entravant le développement des relations B2C en Europe, comparativement aux États-Unis.

RECOMMANDATIONS

- S'attacher à surmonter les obstacles à l'acceptation du commerce électronique par le consommateur, par la coopération entre gouvernements, organisations de consommateurs et entreprises
- Supprimer les réglementations qui restreignent le développement des nouveaux marchés
- Libéraliser les services postaux
- Promouvoir dans le cadre du commerce électronique l'utilisation de mécanismes efficaces de règlement à l'amiable des différends, afin d'établir un cadre qui offre aux consommateurs, en cas de problèmes, des solutions non judiciaires à moindre coût, en temps opportun
- Créer des conditions égales pour les entreprises de l'UE dans le marché mondial en ligne, en établissant un cadre juridique et fiscal clair pour les prestations de services numériques
- Utiliser pour les opérations en ligne des codes de conduite et des marques de confiance fondés sur des principes clairs, auxquels souscrivent tous les acteurs
- Intensifier la sensibilisation à Internet et promouvoir un accès universel à Internet en vue de développer la culture nécessaire

"L'un des aspects curieux de la récente vague d'accélération de la productivité aux États-Unis est que les entreprises et travailleurs américains semblent avoir tiré, des récentes avancées informatiques, un meilleur parti que les entreprises et travailleurs d'Europe ou du Japon. ... Les marchés du travail inflexibles, et donc plus coûteux, de ces économies semblent former une grande partie de l'explication."

Témoignage d'Alan Greenspan, Président de la Réserve fédérale américaine, sur le thème "Mutations structurelles dans la nouvelle économie", devant la National Governors' Association, 11 juillet 2000

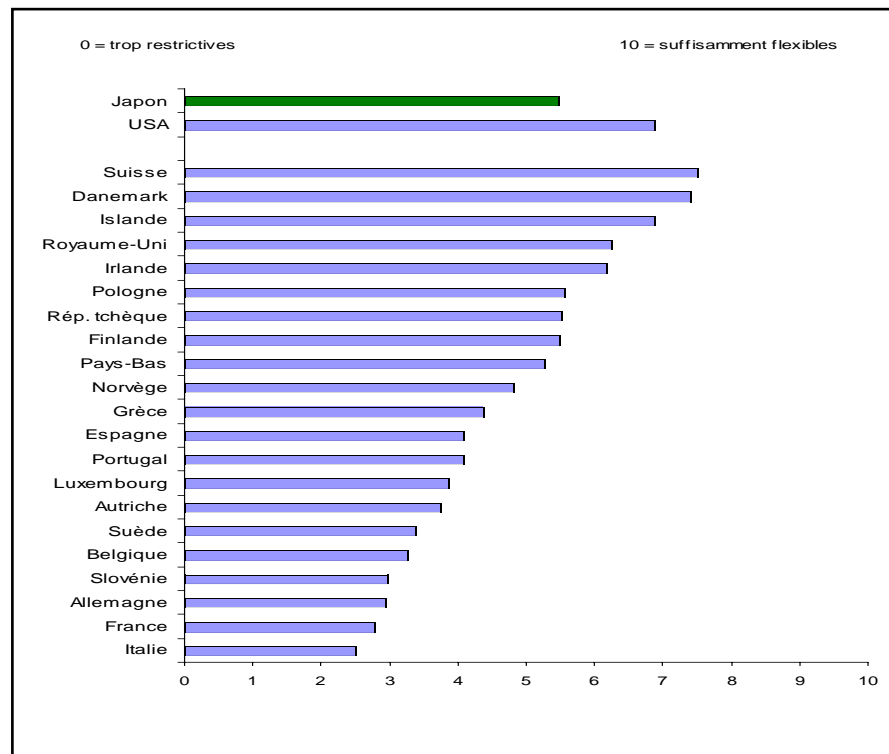
[Traduction libre]

■ Améliorer les marchés du travail

Les nouvelles techniques fondées sur les TIC exigent des marchés du travail plus flexibles. De nouvelles entreprises démarrent, les entreprises en place se réorganisent ou disparaissent. Les entreprises doivent investir dans de nouvelles méthodes de travail et introduire des nouvelles techniques d'organisation et de nouvelles formes de rémunération. Les nouvelles technologies intensifient également la demande de main-d'œuvre qualifiée par rapport à la main-d'œuvre non qualifiée, et ceci impose des structures salariales appropriées. Les incitations économiques en faveur de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle doivent être suffisamment fortes pour que les individus se dotent de compétences actualisées.

Au sein de l'Union européenne, les marchés du travail sont moins flexibles qu'aux États-Unis, en raison de réglementations obsolètes, des taxes élevées sur le travail, d'investissements insuffisants dans les compétences pertinentes et d'une moindre mobilité géographique.

Indicateur 24 : réglementation relatives au marché du travail

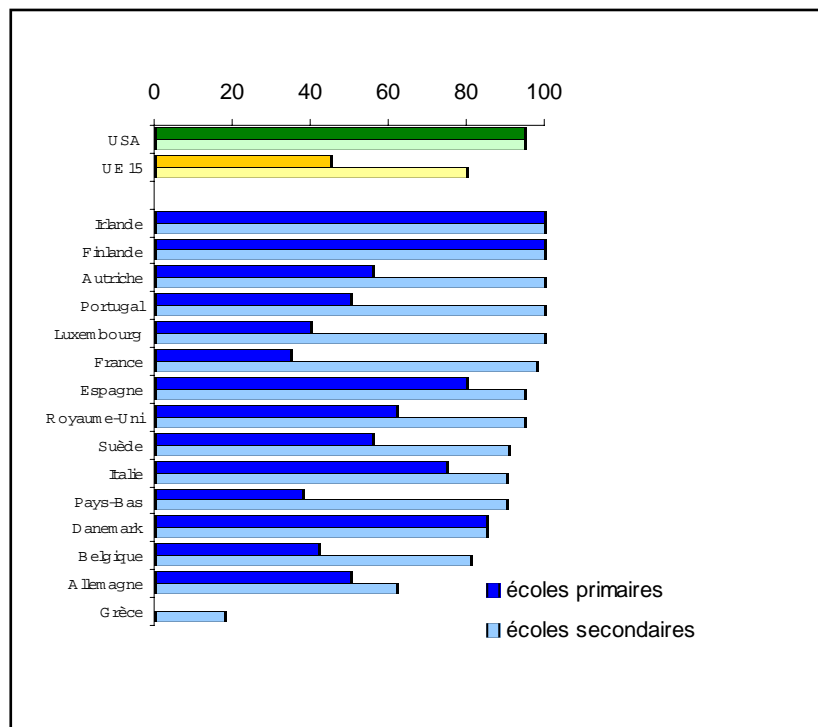


Source: IMD World Competitiveness Report 2000.

Les entreprises ont besoin de marchés du travail flexibles, si elles veulent répondre à l'évolution des besoins des consommateurs et des pressions concurrentielles dans la nouvelle économie.

Le dernier sondage mené auprès de chefs d'entreprises, pour le rapport sur la compétitivité mondiale de l'IMD, conclut que les réglementations relatives au marché du travail sont restrictives dans la plupart des pays d'Europe, ce qui confirme une étude précédente de l'OCDE. Toutefois, l'Europe compte quelques bons exemples, comme la Suisse, le Danemark et l'Islande, où les marchés sont jugés plus flexibles qu'aux États-Unis.

Indicateur 25: *enseignement - % d'écoles connectées à Internet, 2000 (deuxième semestre)*

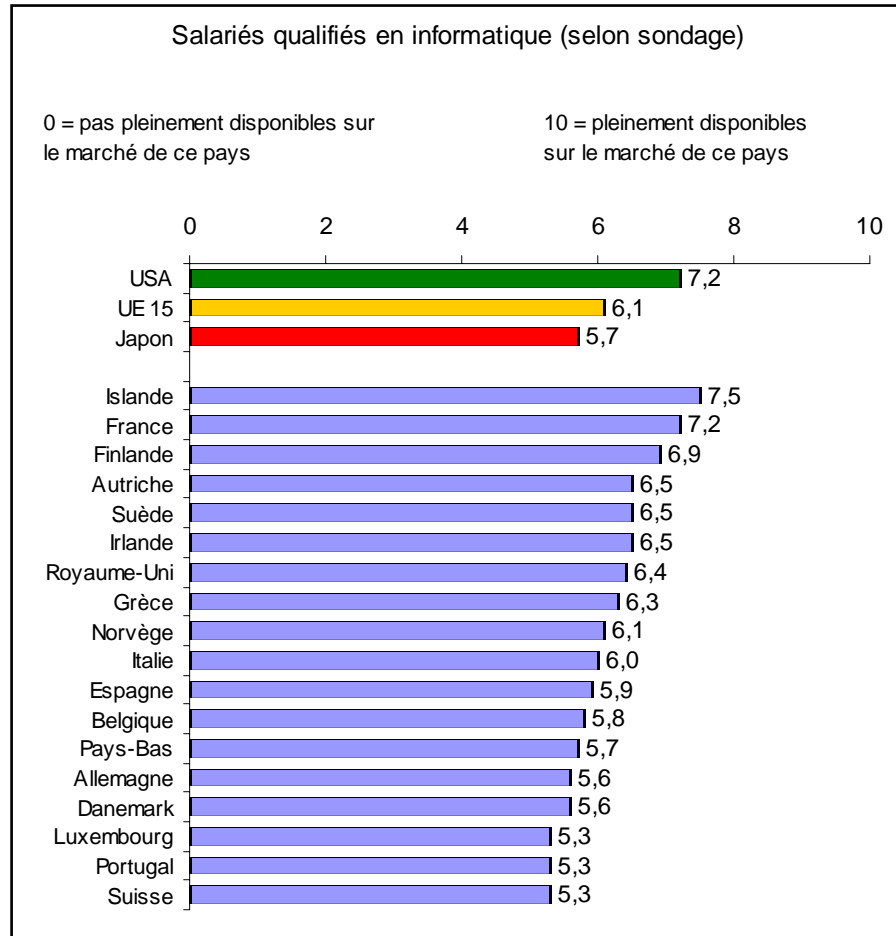


Source: Commission européenne, 2001.

L'économie de la connaissance exige à la fois de bonnes possibilités d'enseignement fondamental et une formation tout au long de la vie, afin que les salariés puissent constamment acquérir et approfondir de nouvelles compétences et, ainsi, gagner en souplesse et s'adapter plus facilement à l'évolution de la demande de compétences. Les étudiants doivent avoir des connaissances informatiques lorsqu'ils quittent l'école secondaire.

La possibilité d'un accès à Internet dans les écoles est l'un des moyens de mesurer dans quelle mesure les systèmes d'enseignement préparent les jeunes à tirer parti des TIC. Cinq États membres de l'UE offrent un accès à Internet dans la totalité des écoles secondaires. Pour ce qui est des écoles primaires, le pourcentage n'atteint 100 qu'en Irlande et en Finlande. L'Union européenne dans son ensemble est en retard sur les États-Unis, surtout au niveau des écoles primaires.

Indicateur 26: disponibilité des compétences informatiques, 1999

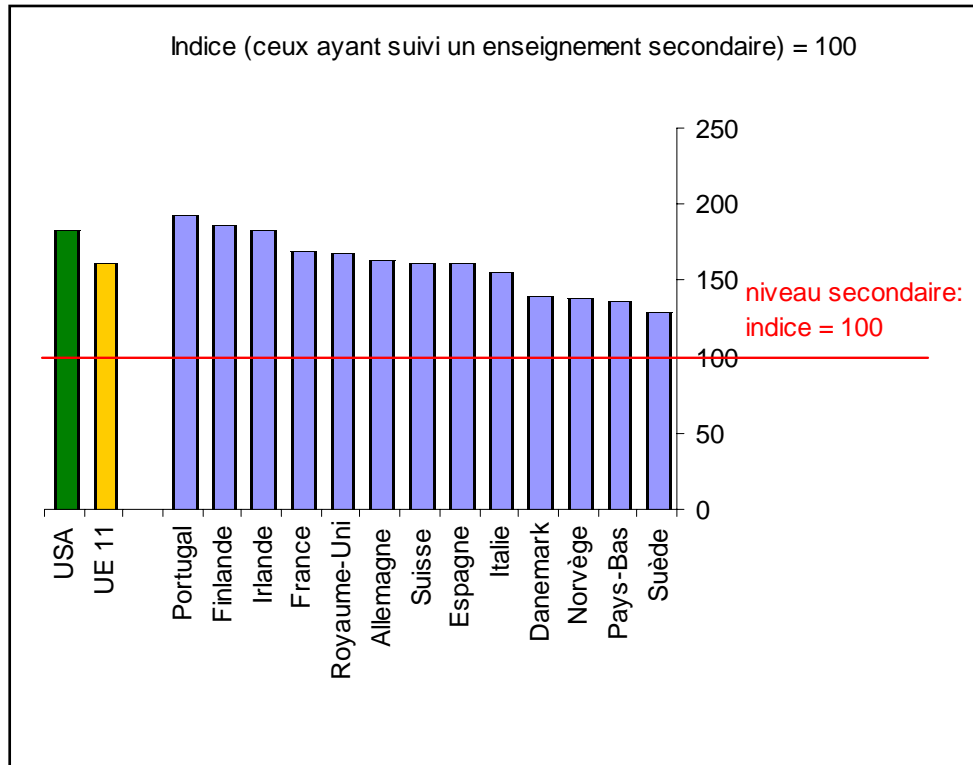


Source: IMD World Competitiveness Report 2000.

Les nouvelles technologies requièrent des compétences nouvelles. Des pénuries de travailleurs qualifiés en informatique se font déjà sentir dans certains marchés de l'UE et mondiaux. Un rapport de l'Observatoire européen des technologies de l'information (EITO, 2000) estime ainsi que la pénurie de compétences informatiques était de 0,5 million en 1998 dans l'UE, et qu'elle s'aggraverait pour passer à 1,6 millions d'ici 2003.

Les entreprises estiment que les compétences informatiques sont plus aisément disponibles aux États-Unis que dans tout pays européen, à l'exception de l'Islande. L'insuffisance des compétences contribue également à un manque de confiance dans les nouvelles technologies et à l'absence générale de culture Internet.

Indicateur 27: dispersion salariale entre les personnes ayant suivi un enseignement tertiaire et secondaire



Source: OCDE, Education at a glance, 2000.

Les différentiels de salaires, qui reflètent des niveaux de compétences différents, sont nécessaires pour inciter les individus à acquérir des connaissances approfondies et à accepter les risques et responsabilités accrus qui y sont liés.

L'une des mesures de la dispersion salariale est le ratio entre les niveaux moyens des salaires de ceux ayant suivi un enseignement tertiaire et les niveaux moyens de ceux ayant suivi un enseignement secondaire. Le différentiel est légèrement plus grand aux États-Unis que dans l'UE, mais les variations au sein de l'UE sont significatives. Par exemple, les deux voisins nordiques que sont la Finlande et la Suède se trouvent presque aux deux extrémités de l'échelle.

Indicateur 28: retraites et libre circulation des salariés - un obstacle à la mobilité de la main-d'œuvre

	transfert des "droits" à pension entre les régimes (non résidents)	réinvestissement des "droits" à pension dans un nouveau régime (non résident)	pénalisation fiscale des transferts de "droits" à pension vers un régime non résident	pénalisation fiscale des investissements dans un régime non résident	
USA*	■	■	■	■	USA*
Autriche	■	■	■	■	Autriche
Belgique	■	■	■	■	Belgique
Danemark	■	■	■	■	Danemark
Finlande	■	■	■	■	Finlande
France	■	■	■	■	France
Allemagne	■	■	■	■	Allemagne
Grèce	■	■	■	■	Grèce
Irlande	■	■	■	■	Irlande
Italie	■	■	■	■	Italie
Pays-Bas	■	■	■	■	Pays-Bas
Portugal	■	■	■	■	Portugal
Espagne	■	■	■	■	Espagne
Suède	■	■	■	■	Suède
Royaume-Uni	■	■	■	■	Royaume-Uni
Islande	■	■	■	■	Islande
Norvège	■	■	■	■	Norvège
Suisse	■	■	■	■	Suisse

■ autorisation ou abattement fiscal total ■ autorisation limitée ou abattement fiscal restreint ■ pas d'autorisation ou pénalisation fiscale

Source: UNICE 2000, sur la base d'une enquête auprès des fédérations membres.

Note:* Aux États-Unis, il s'agit des migrations entre États.

La mobilité des personnes qualifiées entre les régions contribue à réduire les déséquilibres locaux dans la demande et l'offre de main-d'œuvre. La mobilité entre entreprises et entre secteurs contribue à assurer la dissémination rapide des nouvelles technologies avancées, en offrant à toutes les entreprises un accès aux meilleures pratiques et aux idées nouvelles.

La mobilité géographique est plus limitée en Europe qu'aux États-Unis, pour toute une série de raisons. L'un des facteurs majeurs restreignant la mobilité de la main-d'œuvre qualifiée touche les différences dans les législations nationales en matière de retraite et de fiscalité, qui compliquent la tâche des travailleurs migrants souhaitant accumuler des droits à pension européens dans le cadre de régimes privés de retraite complémentaire ou professionnelle. En outre, des restrictions juridiques et fiscales limitent, dans la plupart des pays d'Europe, le transfert des droits financiers entre régimes de retraite complémentaire et les cotisations à des régimes non-résidents.

Améliorer la mobilité de la main-d'œuvre qualifiée au sein de l'UE et du monde extérieur vers l'UE permettrait de corriger quelque peu les pénuries actuelles de compétences.

RECOMMANDATIONS

- Atteindre l'objectif de Lisbonne d'une mise en ligne de toutes les écoles d'ici 2002
- Doter les individus, à leur sortie de l'école, de compétences informatiques fondamentales, en fournissant les ressources appropriées et en formant les enseignants
- Lancer des cours intensifs ciblés en informatique, afin de corriger la pénurie de ces compétences clés en Europe, dans le cadre d'un accent plus marqué sur l'apprentissage tout au long de la vie
- Réduire les entraves à la mobilité des travailleurs entre les États membres de l'UE, y compris en facilitant les transferts des retraites complémentaires et en évitant la double imposition
- Assouplir les politiques d'immigration, de manière à pouvoir combler à court terme la pénurie de compétences
- Moderniser les réglementations relatives au marché du travail
- Adapter les systèmes de sécurité sociale aux réalités de la nouvelle économie, de sorte que les individus soient encouragés à s'adapter au changement, non à y résister

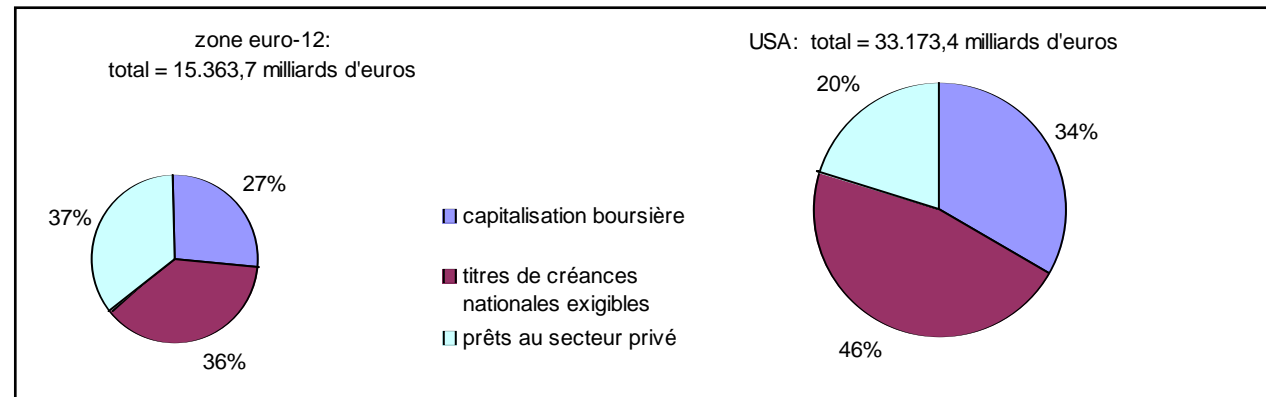
■ Intégrer les marchés de capitaux

Exploiter le potentiel de la nouvelle économie exige des capitaux. Les entreprises en phase d'amorçage ont besoin de capitaux à risques en fonds propres, et de capital-risque en particulier. Les entreprises en place, dont les actifs "physiques" sont mieux éprouvés, ont besoin d'une combinaison de formes différentes de capitaux, notamment du capital-actions et du crédit. Des marchés de capitaux et des marchés boursiers qui fonctionnent bien sont nécessaires à une économie dynamique.

En dépit de rapides progrès ces dernières années, tous les pays d'Europe sont largement dépassés par les États-Unis dans tous les domaines du capital-risque.

D'autres facteurs viennent contrarier le développement de stratégies véritablement pan-européennes de financement des entreprises, notamment: les retards dans la création d'un statut de la société européenne, les obstacles à la prise en compte transnationale des pertes et l'absence d'un prospectus unique pour les émetteurs.

Indicateur 29: structure des marchés financiers, 1999



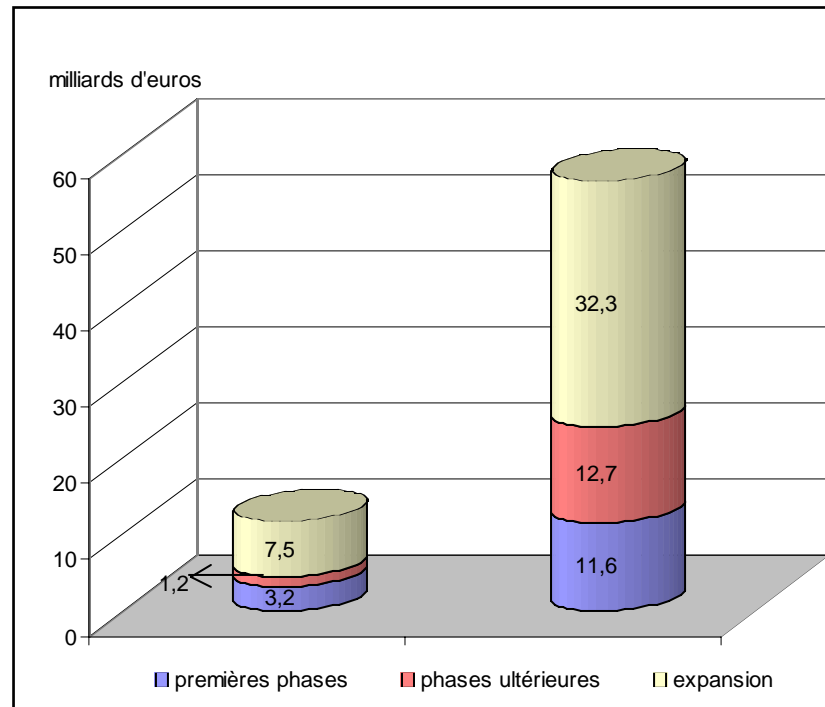
Source: BCE, 2001.

Investir dans les activités des entreprises liées aux TIC et dans les entreprises de la nouvelle économie est une activité à haut risque, qui doit trouver un financement par l'intermédiaire des marchés de capitaux. Le bon fonctionnement des marchés de capitaux et des marchés boursiers revêt donc une importance décisive.

L'échelle et la structure des marchés de capitaux européens entravent les investissements dans la nouvelle économie. Les marchés des actions et créances cotées sont substantiellement plus étendus aux États-Unis que dans l'Union européenne. Les prêts bancaires représentent ainsi une plus grande proportion du financement des entreprises dans l'UE (37 % du total) qu'aux États-Unis (20 %). Les prêts bancaires sont plus onéreux et moins flexibles que les fonds levés au travers des marchés d'actions. Ils exigent également des garanties adéquates. Ces deux facteurs jouent contre le développement d'activités à haut risque sur la base d'actifs incorporels. L'euro a contribué à augmenter la liquidité totale des marchés de capitaux de l'UE, et ainsi à réduire le poids des prêts bancaires, mais des problèmes subsistent.

Indicateur 30: le marché du capital-risque en Europe et aux États-Unis, 1999

D'autres problèmes sont constatés en Europe, notamment la persistance de restrictions sur les types d'investissements que peuvent réaliser les institutions financières dans nombre de pays européens. La plupart des États membres imposent une limite à la possibilité, pour les fonds de retraite, d'investir dans des actifs différents, nationaux et étrangers. Ces restrictions aiguillent les fonds d'investissement vers les obligations d'État et les éloignent du capital-actions et du crédit aux entreprises, ce qui place les entreprises européennes dans une position désavantageuse par rapport à leurs concurrentes des États-Unis.



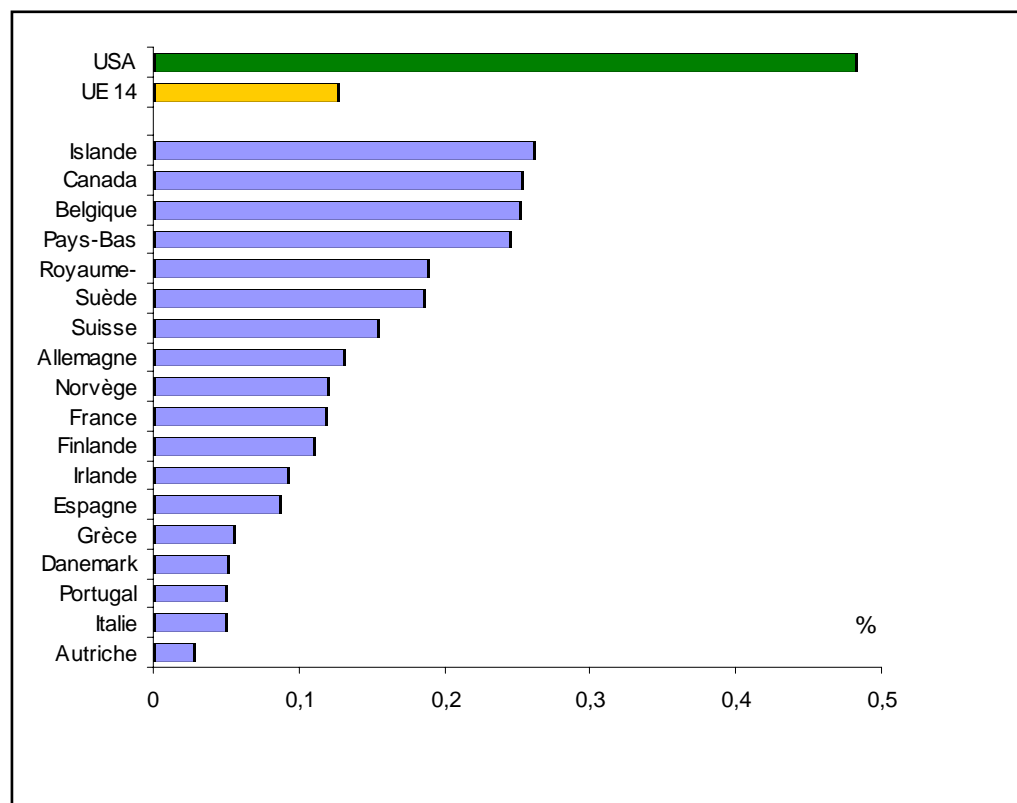
Source: EVCA, NVCA, 2000.

On constate un rapport étroit entre la taille du marché national des valeurs et les investissements des entreprises. Les jeunes entreprises de la nouvelle économie, en particulier, sont fortement tributaires des marchés locaux pour leur financement, et le développement des marchés nationaux de capitaux est donc de la plus haute importance.

Les pays européens sont en retard sur les États-Unis où les marchés sont plus étendus, plus diversifiés et plus performants. Mesurés per capita, les nouveaux investissements dans le capital-risque "pur" en 1999 équivalent pour l'Europe à 15 % du niveau observé aux États-Unis.

En l'absence de marchés de capital-risque fonctionnant pleinement, les autres sources de financement prennent toute leur importance. La Banque européenne d'investissement illustre le financement stratégique du développement de la société de l'information. Elle met du capital-actions à la disposition de PME de pointe, crée des facilités de capital-risque dans des pays où le marché est moins développé, offre des possibilités d'amorçage aux secteurs les plus porteurs et finance des réseaux transnationaux à bande large.

Indicateur 31: *capital-risque investi durant les premières phases et l'expansion, en % du PIB, 1999*



Source: OCDE, 2000.

La proportion de capital-risque destiné à un investissement dans les premières phases de la vie d'une entreprise ou son expansion est significativement moindre en Europe qu'aux États-Unis. Au sein même de l'Europe, toutefois, l'Islande, la Belgique et les Pays-Bas investissent relativement plus dans ces phases clés de la croissance des entreprises.

Le capital-risque joue un rôle majeur dans le développement des entreprises de TIC et, en l'occurrence également, la proportion de capital-risque investi dans les entreprises de TIC est moindre en Europe qu'aux États-Unis. La pénurie de capital-risque demeure un obstacle majeur à une croissance rapide du secteur des TIC dans de nombreux pays d'Europe.

RECOMMANDATIONS

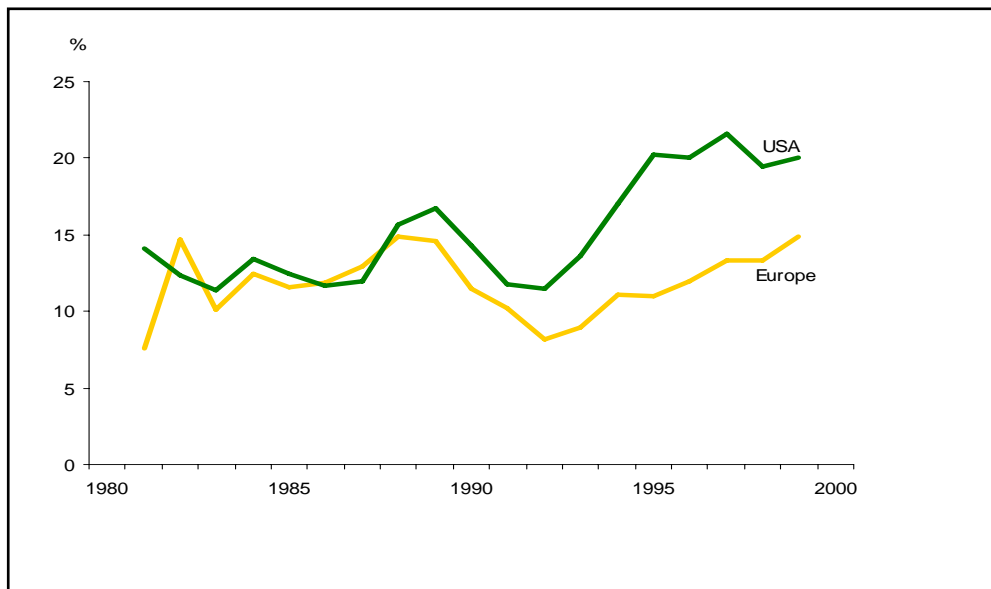
- Encourager le développement d'un marché européen de capital-risque pour les entreprises opérant dans les nouvelles technologies
- Promouvoir le développement des marchés publics d'obligations de société
- Laisser plus de liberté de choix pour le portefeuille des fonds de retraite complémentaire / professionnelle
- Prendre des mesures pour faciliter l'exploitation pan-européenne d'entreprises de l'UE dans le marché unique (mise à jour de la stratégie comptable de l'UE, introduction d'un prospectus commun sur la société européenne, adoption d'un statut de la société européenne adéquat en 2001, autorisation de la prise en compte transnationale des pertes)
- Achever le marché unique des services financiers, de manière à réaliser pleinement tout le potentiel du commerce électronique
- Avancer à 2003 la date-butoir d'achèvement du marché unique et du marché des services financiers

■ Valoriser le risque et l'effort

Retirer un parti maximal des possibilités offertes par la nouvelle économie naissante implique des risques pour les entrepreneurs, les investisseurs et les salariés.

Or, la "récompense" offerte aux entreprises et aux individus en contrepartie de ces risques est généralement moindre dans l'UE qu'aux États-Unis. Les entrepreneurs et investisseurs européens sont donc moins enclins à investir dans la nouvelle économie, les entreprises sont moins en mesure de recruter, retenir et motiver du personnel, les salariés sont moins prêts à s'investir dans de nouvelles possibilités (souvent plus risquées).

Indicateur 32 : valorisation du risque - rendement des investissements de portefeuille



Source: Goldman Sachs, 2000.

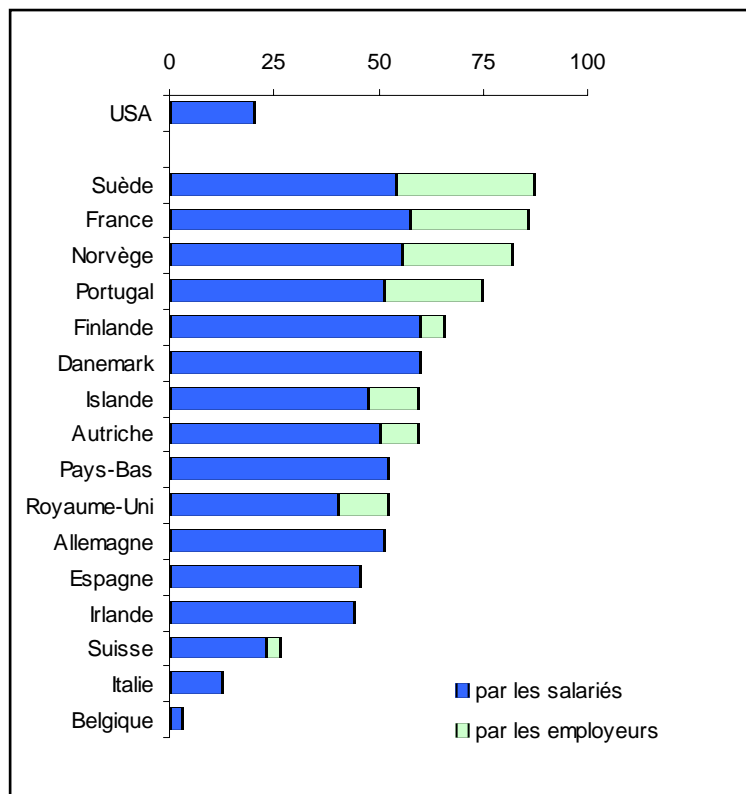
La rentabilité de l'investissement est un bon indicateur de la capacité des entreprises en place à générer des flux nets de trésorerie afin d'autofinancer de nouveaux investissements. Elle adresse également un signal aux investisseurs, les informant de la rentabilité des investissements dans les actifs réels.

Presque constamment depuis 1987, le rendement de l'investissement après impôt pour les entreprises cotées est, au sein de l'UE, inférieur au même rendement aux États-Unis, et l'écart s'est creusé en une dizaine d'années. Cette situation résulte de toute une série de facteurs, notamment la forte imposition, les coûts élevés de la main-d'œuvre et des services d'utilité publique et les moindres performances des capitaux et de la main-d'œuvre. Bien que l'écart se soit réduit ces dernières années, il reste profond, de sorte que les entreprises européennes ont plus de difficultés que les américaines à financer et exploiter de nouvelles possibilités d'investissements rentables, fondées sur les nouvelles technologies.

"J'ai encore vu sous le soleil que la course n'est point aux agiles ni la guerre aux vaillants, ni le pain aux sages, ni la richesse aux intelligents, ni la faveur aux savants; car tout dépend pour eux du temps et des circonstances."

Écclésiaste, chapitre 9, verset 11

Indicateur 33: valorisation du risque - options sur titres: % de "gain" payable en impôts



Source: UNICE 2000, sur la base d'une enquête auprès des fédérations membres.

Note: Pour les salariés, les coûts se subdivisent en impôt sur le revenu, cotisations de sécurité sociale et autres taxes, dont les proportions relatives varient considérablement d'un pays à l'autre. L'exemple utilisé ici est spécifique.

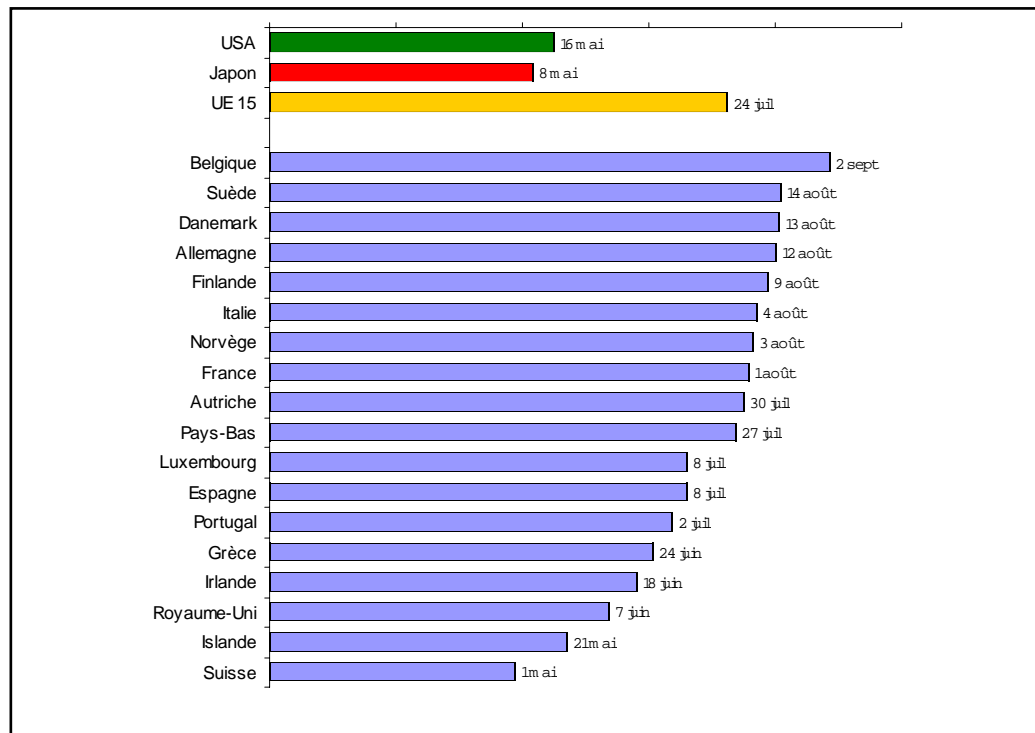
Les nouvelles entreprises à croissance rapide doivent pouvoir recruter, conserver et motiver le personnel si elles veulent réaliser le potentiel des technologies modernes. Les options sur titres ("stock options") sont un moyen d'y parvenir.

Dans la plupart des États membres de l'UE, la législation fiscale limite l'attrait des programmes d'options sur titres, aussi bien pour les employeurs que pour les salariés. Les gains sont souvent taxés à des taux marginaux élevés d'impôt sur le revenu des personnes physiques et soumis aux cotisations patronales et personnelles à la sécurité sociale, comme s'il s'agissait de salaires fixes, sans prendre en considération la notion de risque et d'incertitude qui y est attachée.

Aux États-Unis, 20 % seulement des gains retirés d'un programme typique d'intéressement des cadres supérieurs dans une petite entreprise à croissance rapide sont reversés au fisc. Comparativement, les cadres suédois, dans une entreprise similaire, paieraient en impôts l'équivalent de 53 % des gains retirés d'un même programme, et 33 % en charges sociales. La Belgique connaît le plus faible taux d'imposition des options sur titres.

Les niveaux élevés d'imposition des programmes d'options sur titres en Europe réduisent la motivation des salariés, dans les entreprises en place, à prendre des risques et accepter des changements majeurs dans les processus d'exploitation et les modèles d'entreprises.

Indicateur 34: premier jour libre d'impôt (2000)



Source: SAF, 2000; Fédération des entreprises islandaises.

Note: Définition: temps (calendrier) nécessaire pour payer la totalité de l'impôt (y compris les impôts sur le revenu, les cotisations de sécurité sociale et les taxes sur les produits et services) pour un travailleur type dans la production.

La fiscalité frappant l'emploi est significativement plus lourde dans l'UE qu'aux États-Unis, en partie parce que la plupart des pays d'Europe offrent des prestations de retraite financées par des régimes, gérés par l'État, fonctionnant par répartition.

Cet engagement des gouvernements, non capitalisé, fait peser une charge fiscale excessive sur chaque salarié, chaque employeur. Au sein de l'Union européenne dans son ensemble, pour un travailleur type dans la production, il faut 202 jours pour achever de payer pour l'année les impôts frappant l'emploi, contre 133 jours aux États-Unis et 125 jours au Japon. Bien que la situation s'améliore dans l'UE dans son ensemble et aux États-Unis depuis 1998, elle s'est dégradée dans plusieurs États membres de l'UE. Une fiscalité élevée réduit la motivation des salariés à souscrire à de nouvelles méthodes de travail.

"Le défi ne consiste pas à démanteler le modèle européen, mais bien à le moderniser afin de donner aux citoyens européens des assurances à l'appui du changement, et non plus des filets de sécurité contre le changement."

Leif Pagrotsky, Ministre suédois du commerce, The Financial Times, 5 octobre 2000
[Traduction libre]

RECOMMANDATIONS

- Alléger la charge fiscale pesant sur les investissements de portefeuille
- Réformer le système d'imposition des options sur titres
- Alléger la charge fiscale sur le facteur travail, y compris le taux marginal d'imposition
- Renforcer les encouragements aux salariés pour qu'ils adhèrent au changement, moderniser les réglementations relatives au marché du travail et réduire les coûts de main-d'œuvre indirects

Conclusions

Les progrès techniques sont le principal moteur de la croissance économique; ils peuvent transformer la société en profondeur.

Les États-Unis ont été les premiers à tirer parti des possibilités offertes par les nouvelles technologies de l'information et des communications. Au cours des années 1990, ce pays a montré une croissance plus rapide qu'auparavant, et sur une plus longue période, grâce à une croissance rapide de la productivité et à de faibles niveaux d'inflation.

Le présent rapport indique que la nouvelle économie s'est développée très rapidement dans les pays marqués par trois caractéristiques: ils produisent et utilisent de manière innovante des biens liés aux TIC; leurs industries "traditionnelles" en place ont adopté les nouvelles technologies pour leurs propres activités de production et de distribution et, enfin, les entreprises investissant dans les TIC ont également restructuré l'organisation de leurs activités et mis en place de nouvelles stratégies d'entreprises. En d'autres termes, les entreprises - et les personnes qui y travaillent - doivent faire la preuve d'une capacité à innover, d'une volonté d'investir dans de nouvelles technologies de production et d'une acceptation à mettre en œuvre des changements d'ordre organisationnel.

Le développement de la "net-économie" est plus lent en Europe prise dans son ensemble, mais certains pays européens ont réussi et nombre d'entreprises européennes sont des exemples de bonnes pratiques.

Or, les succès européens pourraient être plus nombreux si les conditions cadres générales, dans un nombre accru de pays d'Europe, étaient axées sur l'incitation au changement.

- Les marchés du travail doivent fonctionner de façon plus harmonieuse, afin que les individus voient dans le changement une occasion à saisir plutôt qu'une menace
- Les marchés de produits doivent être suffisamment concurrentiels, surtout les marchés des télécommunications, afin que l'Europe puisse exploiter pleinement et rapidement les nouvelles technologies
- Les pays d'Europe doivent alléger la charge totale de la fiscalité sur leurs citoyens et entreprises.

Ces conditions sont indispensables pour que les consommateurs, les investisseurs, les salariés et les entreprises soient incités à adopter de nouvelles technologies, à appuyer les nouveaux entrepreneurs, à acquérir de nouvelles compétences, à investir dans les TIC et à adhérer à de nouvelles formes d'organisation du travail.

Les changements s'accroissent, imposant de plus grandes exigences aux individus, entreprises et sociétés. Pour que chacun puisse y réagir positivement, les gouvernements doivent agir promptement: tous les citoyens d'Europe doivent pouvoir bénéficier des possibilités générées par la nouvelle économie des TIC.

" Je suis pour le progrès; c'est juste le changement que je n'aime pas."

Mark Twain
[Traduction libre]

Liste des indicateurs, cartouches et acronymes

Indicateurs

1. Croissance annuelle du PIB réel per capita depuis 1980
2. Croissance de l'emploi dans le secteur des entreprises
3. Part des secteurs à forte intensité de savoir dans la valeur ajoutée totale, fin des années 1990
4. Évolution de la croissance de la productivité totale des facteurs
5. Dépenses totales de TIC en % du PIB (1999)
6. Part de la valeur ajoutée par les TIC dans la totalité du secteur des entreprises (en %, 1997)
7. Commerce électronique dans les grandes régions, 1999
8. Valeur des transactions d'entreprise à consommateur per capita en 1999
9. Pourcentage d'entreprises autorisant les interactions B2C en ligne
10. Nombre d'ordinateurs pour 1.000 personnes, 1999
11. Abonnements de téléphonie mobile (% de la population totale), octobre 2000
12. Gouvernement électronique, capacité numérique et simplification administrative
13. Interactions en ligne entre les citoyens et l'administration publique
14. Dépenses totales en recherche et développement, per capita, 1998
15. Proportion de brevets TIC par rapport au nombre total de brevets délivrés par l'office américain des brevets et marques, 1999
16. Nombre d'alliances stratégiques autour des TIC
17. Prix d'accès à Internet et pénétration des hôtes Internet, 1995-2000
18. Lignes louées - comparaison des tarifs en circuit fermé
19. Prix des services de messagerie brève (SMS), 1999 (100 messages)
20. Indice des infrastructures dans la société de l'information
21. Habitudes d'achat en ligne dans la population adulte totale (en %), 2000
22. Services bancaires en ligne - % du nombre total de comptes
23. Nombre de serveurs sécurisés par million de personnes, mars 2000
24. Réglementations relatives au marché du travail
25. Enseignement: % d'écoles connectées à Internet, 2000 (deuxième semestre)
26. Disponibilité des compétences informatiques, 1999
27. Dispersion salariale entre les personnes ayant suivi un enseignement tertiaire et secondaire
28. Retraites et libre circulation des salariés: un obstacle à la mobilité de la main-d'œuvre
29. Structure des marchés financiers, 1999
30. Le marché du capital-risque en Europe et aux États-Unis, 1999
31. Capital-risque investi durant les premières phases et l'expansion, en % du PIB, 1999
32. Valorisation du risque: rendement des investissements de portefeuille
33. Valorisation du risque: options sur titres - % de "gain" payable en impôts
34. Premier jour libre d'impôt (2000)

Cartouches

1. TIC et nouvelles structures organisationnelles
2. Améliorations dans la chaîne de l'offre
3. Exemples de gouvernement électronique
4. Adoption des nouvelles technologies
5. Expériences d'achats en ligne, UE 15, octobre 2000

Acronymes

B2B	d'entreprise à entreprise
B2C	d'entreprise à consommateur
BCE	Banque centrale européenne
CBI	Confédération des industries britanniques
CEOE	Confédération espagnole des organisations d'entreprises
EVCA	European Venture Capital Association
GPRS	ensemble général de services radios
GSM	système mondial de communications mobiles
IDC	partie du International Data Group
IDW	Institut der Deutschen Wirtschaft
IMD	International Institute for Management Development, Lausanne
NVCA	National Venture Capital Association (USA)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
PIB	produit intérieur brut
PME	petites et moyennes entreprises
PPA	parité de pouvoir d'achat
SAF	Confédération des employeurs suédois
SI	Fédération des industries suédoises
TIC	technologies de l'information et des communications
UMTS	système universel de télécommunications mobiles - la norme mobile de troisième génération
UNICE	Union des Confédérations de l'Industrie et des Employeurs d'Europe
WAP	protocole d'application sans fil - permet de naviguer sur Internet à partir d'équipements sans fil

Le groupe "Compétitivité" de l'UNICE

Président

Per Magnus WijkmanFédération des industries suédoises

Membres

Julian Azzopardi	. . . . .MFOI	. . . . .Malte
Kate Barker	. . . . .CBI	. . . . .Royaume-Uni
Søren Bjerregaard Neilsen	. . . . .DI	. . . . .Danemark
Christian Braad	. . . . .DI	. . . . .Danemark
Diego Cano Soler	. . . . .CEOE	. . . . .Espagne
Gerard de Lavernée	. . . . .MEDEF	. . . . .France
Arthur Forbes	. . . . .IBEC	. . . . .Irlande
Giovanni Foresti	. . . . .CONFINDUSTRIA	. . . . .Italie
Manuela Gameiro	. . . . .CIP	. . . . .Portugal
Kinga Garab	. . . . .CEHIC	. . . . .Hongrie
Patricia Goncalves	. . . . .AIP	. . . . .Portugal
Hans-Joachim Hass	. . . . .BDI	. . . . .Allemagne
Erkki Hellsten	. . . . .TT	. . . . .Finlande
Jens Holmboe Bang	. . . . .DA	. . . . .Danemark
Sonja Huerlimann	. . . . .ECONOMIESUISSE	. . . . .Suisse
Lars Jagrén	. . . . .SI	. . . . .Suède
Sigurdur Johannesson	. . . . .SA	. . . . .Islande
Jasper Kat	. . . . .VNO-NCW	. . . . .Pays-Bas
Matthias Krämer	. . . . .BDI	. . . . .Allemagne
Jeroen Langerock	. . . . .VBO-FEB	. . . . .Belgique
Eric Morell	. . . . .SI	. . . . .Suède
Alex Muscatelli	. . . . .CBI	. . . . .Royaume-Uni
Anders Rydeman	. . . . .SAF	. . . . .Suède
Katarina Sataersdal	. . . . .NHO	. . . . .Norvège
AntonisTortopidis	. . . . .SEV	. . . . .Grèce
Gündüz Ulusoy	. . . . .TÜSIAD	. . . . .Turquie
Caroline Ven	. . . . .VBO-FEB	. . . . .Belgique
Otto von Weitershausen	. . . . .BDA	. . . . .Allemagne
Isabella Waldstein	. . . . .VÖI	. . . . .Autriche

Secrétariat de l'UNICE

Iona HamiltonCoordinateur du projet, Conseiller, Affaires économiques et financières

Carlos AlmarazConseiller, Affaires d'Entreprises

Eléonore BarbiauxTraducteur de langue française

Rachel BonduauGraphisme et mise en page

Jérôme ChauvinDirecteur, Affaires d'Entreprises

David ColemanConseiller, Affaires d'Entreprises

Thérèse de LiedekerkeDirecteur, Affaires sociales

Daniela IsraelachwiliSecrétaire général f.f., Directeur, Affaires économiques et financières

Philippe LéonardConseiller principal, Politique des PME et innovation

Consultants du projet

Bruce BallantineBusiness Decisions Limited

Richard MeadsBusiness Decisions Limited

Bethan DevonaldBusiness Decisions Limited

Les données utilisées dans le présent rapport proviennent de diverses sources officielles. L'UNICE est seule responsable de l'utilisation qui en est faite ici, de même que des opinions exprimées dans le présent rapport.

La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales, pour autant que la source soit citée.

© UNICE, mars 2001

L'UNICE est:

- * **le porte-parole officiel des milieux d'affaires européens auprès des institutions de l'Union européenne;**
- * **composée de 34 fédérations centrales de l'industrie et des employeurs de 26 pays d'Europe.**

Pour de plus amples informations sur l'UNICE et ses fédérations membres, visitez le site de l'UNICE: www.unice.org

**Economie nouvelle,
économie renouvelée:
une Europe dynamique en
chantier**

Le rapport d'étalonnage de
l'UNICE 2001

UNICE

THE VOICE OF BUSINESS IN EUROPE

Union of Industrial and Employers' Confederations of Europe

rue Joseph II, 40/4

B-1000 Brussels

Tel: 32 2 237 65 11

Fax: 32 2 231 14 45

E-Mail: main@unice.be